

Institut d'Etudes Politiques de Paris

ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

Programme doctoral Economie des relations internationales

Groupe d'Economie Mondiale à Sciences Po (GEM)

Doctorat en Sciences économiques

RESUME LONG

Trade policies and agriculture in Sub-Saharan Africa

*Comparative analysis in a Computable General Equilibrium
framework*

Mathilde Douillet

Thèse dirigée par Antoine Bouët

Soutenue le 22 juin 2012

Mention: Très honorable avec félicitations du jury

Jury :

M. Antoine Bouët, Professeur des Universités à l'Université Montesquieu
Bordeaux IV, Senior Research Fellow at International Food Policy Research
Institute

M. Jean-Christophe Debar, Directeur de la Fondation pour l'Agriculture et la
Ruralité dans le Monde

M. Pierre Jacquet, Chef économiste, Agence Française de Développement

M. Will Martin, Directeur de Recherche, Agriculture et Développement Rural,
Groupe de Recherche sur le Développement, Banque Mondiale (rapporteur)

M. Alan Matthews, Professeur Emérite au Trinity College Dublin (rapporteur)

M. Thierry Mayer, Professeur des Universités à Sciences Po (président du jury)

Avant propos

Cette recherche a été menée depuis trois ans dans le cadre de mes activités à la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM). En tant que think-tank cherchant à promouvoir une croissance agricole durable au service du développement économique des pays en développement, FARM soutient la production et la diffusion de la recherche académique sur les politiques agricoles et commerciales en Afrique sub-saharienne (ASS), dans la mesure où cette recherche génère des débats sur des questions d'actualité présentant un intérêt pour les organisations de producteurs agricoles, les pouvoirs publics, les organismes de coopération et les institutions internationales.

Ce contexte explique plusieurs orientations importantes de cette recherche, notamment que les réflexions soient ancrées dans les débats sur les choix de politiques économiques pour le développement agricole en Afrique subsaharienne, que les modélisations soient réalisées en équilibre général calculable, l'un des outils les plus utilisés pour l'évaluation économique ex-ante des politiques, et que les hypothèses et les résultats de la recherche économique soient exposées de manière la plus compréhensibles pour être appréhendables directement par les gouvernements et les soutenir ainsi dans leur choix et analyses. Enfin, l'accent est mis sur les politiques commerciales, sujet d'actualité au centre de débats importants au sein des acteurs du développement international et entre chercheurs universitaires.

En effet, consciente de la nécessité d'une «cohérence des politiques pour le développement»¹ et il m'a semblé important de traiter la question de la définition des politiques du point de vue des gouvernements des pays de l'Afrique subsaharienne dans une perspective d'appropriation de l'aide au développement par les pays récipiendaires au-delà des réformes des pays donateurs. Cette préoccupation justifie l'approche comparative adoptée qui consiste à considérer un large éventail d'accords commerciaux en cours de négociations par les pays d'Afrique subsaharienne, tout en analysant leur cohérence avec les enjeux de développement, en particulier liés au développement agricole.

Par exemple, dans le contexte actuel de stagnation des négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha et de renouveau d'initiatives régionales en Afrique, il semble approprié de mettre l'accent sur les avantages et inconvénients de l'intégration régionale pour

¹ Définie par l'OCDE comme "l'assurance que les politiques de développement d'un gouvernement à l'égard des pays en développement ne soient pas compromises par d'autres politiques de ce gouvernement, et, si possible que ces autres politiques soutiennent des objectifs de développement."

les pays d'Afrique subsaharienne grâce aux mêmes modèles qui sont utilisés pour analyser les gains et les pertes à l'intégration multilatérale. L'analyse est ensuite approfondie en étudiant les impacts des politiques commerciales sur la production et le commerce des produits agricoles transformés.

De même, compte tenu des débats sur la justification d'une intervention directe des gouvernements dans le secteur agricole (via l'aide internationale ou non) et le recours à la libéralisation commerciale, il paraissait intéressant d'appliquer le même cadre qui est utilisé pour évaluer les effets de la libéralisation commerciale multilatérale sur la pauvreté, pour souligner la différence dans les effets redistributifs sur la croissance sectorielle et la pauvreté que les politiques commerciales et agricoles peuvent apporter au Malawi.

Sans prétendre identifier la politique publique la plus adéquate pour répondre aux défis du développement agricole pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte de la sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne, cette thèse vise à mettre en lumière les vrais débats sous-jacents aux questions agricoles et commerciales en l'Afrique subsaharienne, en montrant comment les politiques commerciales sont, sous certaines conditions complémentaires aux politiques de développement, en insistant sur l'utilité et les limites de la modélisation économique, et proposant des pistes de recherche à explorer dans le futur.

Enfin, les opinions exprimées dans cette thèse sont les miennes et ne reflètent pas nécessairement celles des organisations ou des personnes citées.

Remerciements

L'idée de faire un doctorat m'a pour la première fois été suggérée en 2006 par le remarquable Edgard Pisani venu à Minneapolis pour recevoir un prix de l'Institute for Agriculture et Trade Policy (IATP) où j'étais en stage dans la cadre de mon année de césure à l'AgroParisTech. Je garde un souvenir inoubliable de notre promenade dans la forêt du Minnesota pendant laquelle il m'a donné des conseils, le principal étant de ne pas me précipiter dans l'humanitaire (comme je lui avais dit être tentée de le faire), mais plutôt de compléter ma formation en agronomie par d'autres matières tels que l'économie qui se révéleraient sûrement utile pour travailler dans le domaine des politiques agricoles.

La première personne qui a rendu cette thèse possible est Patrick Messerlin, en m'acceptant dans son Master en économie des relations internationales à Sciences Po. Il était bien conscient que mon diplôme d'études supérieures précédent signifiait que je n'avais pas appris à considérer favorablement la libéralisation commerciale. Néanmoins, il a même été jusqu'à encourager mon doctorat, en acceptant d'être mon directeur de thèse jusqu'à ce qu'un spécialiste du sujet du commerce agricole et des pays africains prenne le relais. Je tiens à le remercier pour son ouverture d'esprit. Je suis également extrêmement reconnaissante à Barbara Bender pour toute l'aide qu'elle a fourni jusqu'au dernier instant de la thèse...

En acceptant de diriger la thèse, Antoine Bouët a fait un défi personnel de me convaincre de l'utilité de l'équilibre général calculable (ce qu'il a réussi à faire, comme la conclusion générale le prouve). Je tiens à le remercier pour les commentaires très minutieux sur les nombreuses versions des différentes parties de cette thèse qu'il a reçues au cours des trois dernières années.

La personne à l'origine de cette thèse et son principal soutien est Bernard Bachelier, alors directeur de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM). Il m'a suggéré le sujet des politiques agricoles en Afrique. Cette thèse n'aurait pas été possible si Bernard Bachelier n'avait pas proposé la CIFRE (Convention Industrielle de Formation par la Recherche), qui m'a permis d'être chargée d'études à la Fondation tout en travaillant sur le doctorat, et si le nouveau directeur Jean-Christophe Debar n'avait pas décidé ensuite que je devais continuer à travailler sur les politiques agricoles à FARM. Je leur suis très reconnaissante pour la confiance dont ils m'ont témoigné et pour avoir accepté de soutenir la recherche, les déplacements sur le terrain, les conférences. Je suis également redevable à

Michel Petit pour avoir accepté de participer au comité de pilotage de la thèse et pour avoir pris le temps de me conseiller avec sagesse. Un grand merci à Cécilia Bellora qui m'a encouragé dès le premier jour et est maintenant engagée sur une voie similaire, et à Bruno Martin pour l'appui technique.

Je suis reconnaissante à la division « Markets, Trade et Institutions » et à l'équipe de la division « Development Strategy et Governance » basée au Malawi de l'« International Food Policy Research Institute » (IFPRI), au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), et au « World Institute for Development Economics Research » (UNU-WIDER) qui m'ont accueilli au cours de la thèse. Les simulations doivent beaucoup à leurs équipes et en particulier aux nombreux chercheurs qui ont pris sur leur temps et leur énergie, non seulement pour me fournir les données et les modèles que j'ai utilisés, mais aussi pour m'avoir conseillé et apporté beaucoup d'aide. Je suis très redevable, en particulier à Marcelle Thomas, Betina Dimaranan, Perrihan Al Riffai, Carmen Estrades, Simon Mevel, Yvan Decreux, Houssein Guimbard, Cristinna Mitaritonna, David Laborde, Christophe Gouel, Hugo Valin, Karl Pauw, et James Thurlow.

Au cours des trois dernières années, j'ai rencontré d'autres chercheurs à des moments cruciaux, exactement quand j'avais besoin de leur aide et leurs conseils. Je suis vraiment reconnaissante à Mohamed Ali Marouani et Françoise Gérard de m'avoir aidé à prendre confiance en tant que modélisatrice en EGC. Les encouragements d'Eric Adam, Franck Galtier et Nicolas Bricas m'ont beaucoup aidé à trouver la motivation pour finir cette thèse.

Mes sincères remerciements aux membres du jury que je n'ai pas encore mentionnés, à Thierry Mayer et Pierre Jacquet pour avoir accepté de participer à la soutenance, et Alan Matthews et Will Martin pour avoir accepté d'être rapporteurs.

Je suis vraiment reconnaissante à toutes les autres personnes qui m'ont permis d'apprécier mes années en tant que doctorante: à Carmen, Cecilia, Céline, Laetitia, Elisa, Claire, Lucile, Elodie, Martina, et Elisabeth, c'était salubre de pouvoir partager les défis quotidiens de la thèse et de découvrir les joies des conférences académiques internationales avec d'autres doctorantes... Mes séjours de recherche à Washington DC et à Lilongwe ont été très divertissants grâce à Carmen, Eduardo, Camila, Ben, Hannah, Charles, Laetitia, Patrick, Clotilde, Liam, Amy et mes merveilleux hôtes, Mina à Lilongwe et Pat et Georgia à Bethesda.

Il y a tellement d'autres personnes qui ont été des sources d'inspiration que le risque est grand de ne pas les citer toutes. Mes années à l'Agro (ParisTech) ont été déterminantes. Je

tiens à remercier tous les enseignants à la Chaire d'Agriculture Comparée et les chercheurs de l'IATP pour ce qu'ils m'ont appris. Je me sens particulièrement redevable à Blandine Cheyroux, Sophie Devienne, Laurence Roudart et Sophia Murphy. Enseignants et chercheurs n'ont probablement pas réalisé à quel point les connaissances et les valeurs qu'ils transmettent ont éclairé mes choix dans cette thèse. J'ai essayé de garder à l'esprit que les agriculteurs ont des raisons de faire ce qu'ils font, et que s'ils ne répondent pas aux incitations, c'est qu'ils n'ont pas l'intérêt ou pas les moyens de le faire. J'espère qu'ils trouveront tout de même quelques éléments intéressants dans cette recherche.

Depuis un an et demi, dans le cadre de ma mission à FARM, j'ai eu le plaisir et le privilège d'assister au GISA (Groupe Interministériel pour la Sécurité Alimentaire) une réunion inter-ministérielle sur la sécurité alimentaire organisée par les Ministères français de l'Agriculture et des Affaires étrangères. Je suis redevable à tous les participants dont les débats animés m'ont permis de rester à jour sur l'actualité internationale de la sécurité alimentaire et des politiques agricoles, et de me distraire de mes déboires avec la modélisation.

Je suis également sincèrement reconnaissante à mes collègues actuels et précédents à FARM d'avoir été là dans les moments les plus difficiles, et m'avoir rappelé régulièrement à quel point des contraintes réelles au développement agricole en Afrique sont bien loin de mes modèles. Un grand merci à Solène, Fanny, Eric, Fabrice et Pierre pour nos interminables discussions.

Sur une note plus personnelle, je tiens à dire Laure combien je suis reconnaissante qu'elle m'ait entraînée à sa suite dans le Master à Sciences Po et le doctorat. Je ne sais pas si j'aurais osé entreprendre aucun des deux sans toi, tu as été la source de ma motivation. Je suis bien contente que nous puissions soutenir nos thèses à quelques semaines d'intervalle!

Je suis également reconnaissante à Chloé. Je ne pense pas que tu te rendes compte à quel point j'ai profité par procuration de ton expérience dans la sécurité alimentaire au sein d'ONG d'urgence. Nos discussions ont permis, jusqu'à présent, de m'empêcher de tout quitter pour te suivre lors de ta prochaine mission.

Pour Antoine, «mon» Antoine, je ne sais pas quoi dire. Tu sais déjà que ta contribution à cette thèse va bien plus loin que le "pdf to Excel", les macros Excel, l'interface VBA, la base de données SQL, et la relecture minutieuse des références bibliographiques (déjà une liste impressionnante...). C'est à mon tour maintenant de prendre soin de toi. TKM!

Enfin, à tous mes amis et ma famille, merci infiniment pour les efforts que vous avez déployé pour essayer de comprendre ce que c'était et être solidaires. Vous pouvez arrêter de me demander quand la thèse sera *vraiment* terminée.

Dad, ça y est je ne suis plus étudiante.

Table des matières

<i>Avant propos</i>	<i>i</i>
<i>Remerciements</i>	<i>iii</i>
<i>Table des matières</i>	<i>vii</i>
 <i>Introduction générale</i>	<i>1</i>
1. Le contexte général: Pourquoi étudier l'agriculture pour le développement en Afrique sub-saharienne?	2
2. Le cadrage : Pourquoi comparer les réformes commerciales avec les objectifs de développement en Afrique sub-saharienne?	5
3. Méthodologie : le choix de l'analyse en équilibre général calculable	9
 <i>Chapitre I</i>	<i>11</i>
<i>Politiques commerciales et exportations agricoles des pays d'Afrique sub-saharienne: faits stylisés et perspectives</i>	<i>11</i>
1. L'Afrique sub-saharienne dans le commerce international	12
2. La multiplicité des accords commerciaux.....	14
3. L'état de la protection et de l'accès au marché	15
4. Perspectives	17
 <i>Chapitre II</i>	<i>19</i>
<i>Quelles perspectives pour la croissance des exportations agricoles les négociations actuelles offrent-elles pour les pays d'Afrique sub-saharienne ?</i>	<i>19</i>
1. Évaluer les impacts du commerce sur la stratégie de développement agricole.....	19
2. Les scénarios de libéralisation commerciale	21
3. Analyse des résultats et discussion	23
ANNEXE A: Cartographie	27
 <i>Chapitre III</i>	<i>28</i>
<i>Politiques agricoles et commerciales au Malawi : impacts des réformes politiques sur la pauvreté</i>	<i>28</i>
1. L'économie du Malawi.....	30
2. La modélisation des réformes politiques	32
3. Les résultats et leur discussion	33
ANNEXE A	37

<i>Conclusion générale</i>	38
1. Les principaux résultats	38
2. Quelques pistes de recherche	41
 <i>Références bibliographiques</i>	 44

Introduction générale

Cette recherche doctorale a débuté fin 2008, au moment où les prix des produits alimentaires connaissaient un pic sur les marchés internationaux. Alors que les prix alimentaires ont fortement baissé en 2009 avec la crise financière, ils ont rapidement grimpé à nouveau au début de 2011 et en 2012 sont de retour aux niveaux de 2008. Face aux menaces des crises alimentaire, économique et financière, les gouvernements de nombreux pays pauvres ont été pressé d'agir par leurs électeurs et d'adopter de nouvelles politiques pour stimuler un développement économique rapide et sortir leurs pays de l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

Depuis le début des années 2000, il semble y avoir eu une reconnaissance politique de plus en plus grande de la part des gouvernements et des institutions internationales (Banque mondiale 2008) que la croissance agricole pourrait être un moyen efficace d'atteindre ces objectifs, en particulier pour les pays d'Afrique sub-saharienne (ASS)².

Mais compte tenu de l'ampleur des débats idéologiques à la fois sur les mesures à mettre en œuvre et sur les outils qui pourraient les guider, le premier objectif de la thèse a consisté à chercher des recommandations académiques issues de la littérature économique théorique et empirique pour aider les pays à définir l'ordre de priorité des réformes politiques qui permettraient d'atteindre ces objectifs. Les réformes politiques considérées sont à la fois celles possibles dans les pays d'Afrique subsaharienne mais aussi celles du reste du monde qui pourraient servir aux stratégies de développement d'Afrique subsaharienne conformément avec les objectifs de «la cohérence des politiques pour le développement». L'accent est mis sur les politiques commerciales car elles ont été identifiées dans la littérature comme à la fois prometteuses et très débattues.

Etant donné que le sujet s'inscrit au cœur de controverses, cette introduction vise à établir le cadrage de la recherche. Elle examinera les politiques mises en œuvre

² L'«ASS» fait référence dans cette thèse à tous les pays du Africain situés sous le Sahara, par opposition à l'Afrique du nord. L'ASS inclut le Benin, Burkina Faso, Cape Vert, Cote d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Saint Helene, Sierra Leone, Togo, Nigeria, Sénégal, Ethiopie, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Tanzanie, Uganda, Zambie, Zimbabwe, Botswana, Afrique du Sud, Cameroun, République Centre-Africaine, Tchad, Congo, Guinée Equatoriale, Gabon, São Tomé et Príncipe, Angola, République Démocratique du Congo, Burundi, Comores, Djibouti, Eritrée, Kenya, Rwanda, Seychelles, Somalie, Sudan, Lesotho, Namibie, Swaziland. Notez que Mayotte et la Reunion ne sont pas considérés comme faisant parti de l'ASS mais sont quelque fois inclus dans certaines bases de données.

historiquement en Afrique sub-saharienne en les reliant à l'histoire de la pensée économique. Les débats sur le rôle de l'agriculture, des politiques commerciales et du recours à l'intervention publique dans les stratégies de développement seront également explorés. Bien que controversé cet état des lieux permettra de mettre en avant la nécessité de hiérarchiser les réformes politiques possibles en fonction de leurs impacts sur l'agriculture et la croissance économique. Il justifiera également le choix de concentrer la recherche sur l'analyse comparative ex-ante des options commerciales pour l'Afrique sub-saharienne, et présentera le choix méthodologique principal de la thèse d'avoir recours à la modélisation en équilibre général calculable.

1. Le contexte général: Pourquoi étudier l'agriculture pour le développement en Afrique sub-saharienne?

La littérature nous enseigne que les stratégies de développement sont clairement contextuelles et devraient être définies au niveau de chaque pays (de Janvry et Sadoulet 2010). Néanmoins, les problématiques concernant les pays d'Afrique sub-saharienne sont souvent considérés au niveau régional, car ces pays partagent une histoire, des caractéristiques communes, et sont interdépendants pour leur développement (Ndulu *et al.* 2007). En particulier, Haggblade et Gabre-Madhin (2010) montrent qu'au niveau de l'Afrique sub-saharienne l'agriculture demeure la principale source d'emploi avec 65 % des emplois à plein temps, 25 à 30 % du produit intérieur brut (PIB) et plus de la moitié des recettes totales d'exportation. Selon leurs estimations, environ 40 % des habitants d'Afrique sub-saharienne vivent sous le seuil de pauvreté de 1 US \$ par jour et plus de 30 % sont sous-alimentés. La lutte contre l'insécurité et la pauvreté sont donc des défis cruciaux, intrinsèquement liés à l'agriculture puisque 70 % des pauvres travaillent dans le secteur agricole, et l'agriculture sous-tend les moyens de subsistance d'une part encore plus grande des pauvres dans certains pays tels que le Burkina Faso, le Burundi, l'Éthiopie, le Malawi, la Tanzanie ou le Togo.

D'éminents économistes ont souligné combien la mauvaise performance du secteur agricole est un problème structurel de long terme en Afrique subsaharienne ³, (en plus de ceux cités précédemment, beaucoup d'autres, y compris Adesina 2010) et à quel point l'agriculture africaine devra changer pour accompagner un développement économique en Afrique dans les

³ Cependant cela n'empêche pas de reconnaître l'existence de succès dans l'agriculture d'Afrique sub-saharienne sur la même période. Haggblade et Hazell (2010) ont compilé des épisodes de succès dans la croissance agricole en Afrique dans le but d'identifier les processus, les pratiques et les politiques qui pourraient mener à une croissance agricole accélérée dans le futur.

50 prochaines années (Collier et Dercon 2008). Au-delà de ces faits consensuels, des analyses sont apparus à deux niveaux : d'abord sur les déterminants de cette performance, et d'autre part sur son interprétation. Comprendre les causes sous-jacentes à cette mauvaise performance est une première étape importante avant d'étudier des solutions. Mais le lien entre l'agriculture, la croissance et des politiques économiques est très controversé. Quel est l'état des débats dans la littérature économique?

L'économie du développement a largement exploré le fait que les politiques économiques menées par le passé en Afrique sub-saharienne n'ont pas réussi à développer un secteur agricole efficace pour lutter contre la pauvreté et la faim dans les 60 dernières années, surtout par rapport aux pays asiatiques et latino-américains (Haggblade et Gabre-Madhin 2010). Les analyses d'économie politique (Bezemer et Headey 2008) ont attribué cet échec successivement au « biais urbain » des politiques lancées au lendemain des processus d'indépendances (Lipton 1977), taxant l'agriculture vivrière au profit des consommateurs des villes dans le but de développer l'industrie et les cultures d'exportation (Krueger, Schiff et Valdes 1988, Anderson et Masters 2009); puis à l'incapacité de la dérégulation liée aux politiques d'ajustement structurel à permettre l'émergence d'un secteur privé fournissant les biens et services nécessaires à l'agriculture (USAID 1996, Sahn, Dorosh et Younger 1997, Kherallah *et al.* 2002, Devèze 2008, Nubukpo 2011), malgré une réduction du biais anti commercial (Jensen, Robinson et Tarp 2010); enfin, à la réduction de l'investissement public en agriculture durant les trente dernières années (Headey *et al.* 2009, Fan *et al.* 2008, World Bank 2007).

Depuis la fin des politiques d'ajustement structurel et la hausse des prix agricoles mondiaux, la tendance a changé. De nombreux gouvernements africains, appuyés par les bailleurs de fonds internationaux, redéfinissent des politiques interventionnistes pour l'agriculture et l'investissement dans ce secteur (UNECA 2006). Ce revirement s'explique par les bouleversements importants que vivent ces pays et la reconnaissance du rôle central de l'agriculture pour l'emploi, les recettes publiques et la sécurité alimentaire. L'explosion démographique prévue en Afrique sub-saharienne à l'horizon 2050 exacerbe la question de l'emploi. Le constat que la population n'a pas été et ne pourra probablement pas être absorbée par l'industrie et les services place le développement des activités rurales au centre des politiques de lutte contre le chômage (IFAD 2011). En termes de sécurité alimentaire, depuis les années 1980, cette région est de plus en plus dépendante des importations. Dans un contexte de prix agricoles mondiaux nettement plus élevés et plus erratiques que par le passé,

les Etats craignent que se poursuive le renchérissement des produits alimentaires de base, observé depuis 2008 (OECD et FAO 2011). Enfin, l'agriculture est au cœur de nombreux autres enjeux, énergétiques (production de biocarburants) et climatiques (conséquences du changement climatique sur le potentiel de production agricole, contribution de l'agriculture à la réduction des émissions de gaz à effet de serre).

La conception d'une agriculture qui offrirait un surplus à exploiter, en particulier en matière de main d'œuvre, longtemps dominante dans la théorie économique depuis Smith (1776), Ricardo (1817), et les modèles fondateurs de Lewis (1955), Hirschman (1958) et Kuznets (1966), a légitimé des politiques défavorables au secteur agricole. Cette conception résulte du passage d'un simple fait stylisé : la transformation structurelle des économies (à savoir, la concomitance de la croissance économique et de la baisse de la part du secteur agricole dans le PIB et l'emploi), en un objectif à atteindre. Si des études économétriques (Timmer et Akkus 2008) confirment la régularité de ce phénomène pour de nombreux pays développés et émergents, la plupart des Etats d'Afrique subsaharienne se démarquent par une diminution drastique de la part de la main d'œuvre dans l'agriculture depuis cinquante ans, rarement accompagnée de croissance (Headey, Bezemer et Hazell 2010). Ainsi, ces pays auraient « manqué » leur transformation structurelle selon de Janvry et Sadoulet (2010). L'érection de ce fait stylisé en paradigme fait de nouveau débat en économie du développement. Le constat, dans plusieurs pays d'Asie, d'une industrialisation rurale et du maintien du nombre d'actifs dans l'agriculture coïncidant avec une croissance économique (Haggblade, Hazell et Reardon 2007) remet en cause son statut normatif.

Le développement récent de la modélisation et de l'économétrie a marqué un tournant dans l'analyse des impacts de la croissance agricole. Il a permis d'identifier et de quantifier son effet mécanique – dû à l'importance de ce secteur dans l'économie de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne – et surtout son effet multiplicateur, opérant via les prix et les externalités positives (Delgado *et al.* 1994, Haggblade, Hazell et Reardon 2007, Ligon et Sadoulet 2007, Self et Grabowski 2007, Cervantes-Godoy et Dewbre 2010, et Christiaensen, Demery et Kuhl 2011). Au delà de la spécificité du contexte de chaque pays d'Afrique subsaharienne et de leur diversité, l'intérêt de l'agriculture comme moteur de croissance de l'économie dans cette région fait de nouveau l'objet d'un consensus (Diao, Hazell et Thurlow 2010, Banque mondiale 2008). Le rôle des activités du reste des filières de l'« agrofourniture » en amont et de l'« agroalimentaire » en aval est aussi identifié comme important pour l'ASS (Yumkella *et al.* 2011, Wilkinson et Rocha 2009, Mac Millan et

Rodrick 2011). Néanmoins, la quantification exacte des effets de la croissance agricole dans un contexte de marchés mondialisés fait toujours l'objet de débats (Ellis 2005, Dercon 2009, Collier 2009).

Le premier choix de la démarche de la thèse est de ne pas se concentrer uniquement sur le secteur agricole, ce qui aurait tendance à faire supposer que tout développement de l'agriculture serait nécessairement positif. Au contraire, l'approche privilégie l'analyse de l'impact des politiques sur l'ensemble de l'économie, tant au niveau macroéconomique qu'à l'échelon sectoriel et, dans la mesure du possible, sur le plan social, en termes de pauvreté et d'insécurité alimentaire. En outre, la reconnaissance de la diversité de l'Afrique subsaharienne, illustrée par les nombreuses tentatives de typologies dont celle sur la croissance du African Economic Research Consortium (Ndulu *et al.* 2008), et celles sur le rôle de l'agriculture dans le développement du Rapport sur le développement mondial (Banque Mondiale 2008) et de l'IFPRI (Dioa *et al.* 2007) résumées par Thorbecke (2009), implique que les stratégies de développement en matière d'agriculture devraient être spécifiques aux pays et justifie le recours autant que possible à des analyses à l'échelle nationale.

2. Le cadrage : Pourquoi comparer les réformes commerciales avec les objectifs de développement en Afrique sub-saharienne?

Les opinions académiques sur les liens entre le commerce, le développement et le rôle du gouvernement ont considérablement changé au cours des 60 dernières années, influencés par les expériences des pays, l'évolution la pensée économique dominante et les changements du contexte économique mondial (Winters 2000). Néanmoins, à toutes les époques la justification de l'intervention étatique ou de la libéralisation commerciale ont toujours été des sujets hautement controversés.

La littérature économique sur les déterminants des politiques menées en Afrique subsaharienne depuis leur indépendance dans les années 1960 souligne l'importance des considérations politiques sous-jacentes aux choix économiques. Ndulu *et al.* (2007), affirment que les paradigmes de développement ont été influencés par les idéologies dominantes de chaque époque, en particulier via les institutions financières internationales et des bailleurs. Ndulu *et al.* (2007 et 2008) résument les principales étapes des politiques mises en œuvre en Afrique subsaharienne depuis les années 1960 et les caractéristiques sous-jacentes des évolutions principales dans l'économie du développement.

Dans les années 1960 et 1970, après les indépendances des pays Africains, l'intervention étatique faisait consensus pour promouvoir un développement planifié dans les pays en développement. Mais l'échec de la plupart des pays pour stimuler la croissance avec les politiques de substitution d'importation et pour faire face à la crise de la dette dans les années 1980 ont inspiré un fort scepticisme envers ce type de politiques et les interventions gouvernementales en général, scepticisme qu'on retrouve encore dans certaines institutions internationales et les donateurs bilatéraux (Ndulu et al. 2007). Dès cette période de nombreuses recherches universitaires ont alimenté la position selon laquelle l'intervention du gouvernement pourrait créer plus de distorsions que la défaillance de marché qu'elle est censée résoudre (Lipsey et Lancaster 1956). Les études de cas très influentes de Little, Scitovsky, et Scott (1970) et Balassa (1971) ont lié les épisodes d'ouverture économique et de croissance. Elles ont suivi par des analyses économétriques sur ces données par Balassa (1978), et Krueger et Bhagwati (1978) renforçant cette même position.

Dans les années 1980, face à l'endettement problématique de nombreux pays (Krumm 1985), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont commencé à imposer comme condition préalable à la mise en œuvre de leurs prêts des politiques de stabilisation et des plans d'ajustement structurel basés au « Consensus de Washington » (Banque mondiale 1991). Ces programmes ont été imposés aux pays Africains à partir des années 1990, mais mis en œuvre avec plus ou moins de succès (Anderson et Master 2009, Killick 1997). Les évaluations réalisées par la Banque mondiale de nombreuses années plus tard (Banque mondiale 2005) ont souligné le manque d'appropriation des réformes par les gouvernements et la faiblesse institutionnelle générée qui ont augmenté la vulnérabilité des économies aux chocs exogènes et conduit à de nombreux échecs.

Aujourd'hui, compte tenu des échecs successifs aussi bien du « tout état » que du « tout marché », un certain consensus apparaît sur la nécessité d'une approche équilibrée (Ndulu et al. 2008). De nombreuses études documentant l'existence de distorsions sur les marchés, en particulier sur les marchés agricoles, qui justifient la nécessité d'interventions ciblées de l'État pour permettre aux agriculteurs, surtout ceux possédant de petites surfaces, de répondre aux incitations externes, en adaptant leurs systèmes de production et s'intégrant dans les filières mondialisées (Binswanger et Deininger 1997, de Janvry, Fafchamps et Sadoulet 1991, Gomez et al. 2011, Aksoy et Hoekman 2010, Cadot, Dutoit et Olerreaga 2006, Porto, Chauvin et Olerreaga 2011). Une grande partie des débats académiques cherche à déterminer les distorsions existantes justifient une intervention de l'Etat ou si le risque de défaillances du

gouvernement est trop grand (Lipsey 2007). Alors que la plupart des économistes conviennent que certaines défaillances de marché sont des raisons suffisantes pour justifier une intervention temporaire de l'Etat, la position de Krueger (1990) et de ses partisans est d'affirmer que les défaillances de gouvernement sont plus fréquentes que les défaillances de marché. Ils mettent en avant la difficulté d'identifier et de mettre en œuvre des interventions appropriées et d'empêcher leur capture par des intérêts politiques.

L'idée que la libéralisation du commerce pourrait être un puissant moteur de croissance est largement présente dans la littérature en économie internationale (Krueger 1978, Melitz 2003, Baldwin 1997) particulièrement sur le long terme via son impact supposé sur la productivité (Grossman et Helpman 1991, Stone et Shepherd 2011) en particulier pour les pays en développement (Nordås, Miroudot et Kowalski 2006). Ces arguments ont été renforcés récemment par des données empiriques à l'échelle des firmes, indiquant que les firmes exportatrices africaines sont plus productives que celles n'exportant pas (Bigsten et al 2004). Les liens de causalité, que ce soit à l'échelle des pays (ouverture et croissance) ou des firmes (participation au commerce international et productivité) ne font néanmoins pas consensus et sont sujet à des débats méthodologiques (Rodriguez et Rodrik 1999, Giles et Williams 2000a et 2000b, Bhagwati 2001). Les interprétations normatives et idéologiques les plus extrêmes du lien entre ouverture commerciale et croissance conduisent pourtant certains économistes à affirmer que les politiques commerciales peuvent être un outil suffisant pour le développement (Dollar et Kraay 2004). Un autre pan de la littérature met en avant l'existence de « gagnants » et « perdants », aussi bien théoriquement (Davis et Mishra 2007) qu'empiriquement selon les enquêtes (Reimer 2002, Berg et Krueger 2003, Bhagwati et Srinivasan 2002, Baldwin 2003, Goldberg et Pavcnik 2004, Winters, McCulloch et McKay 2004, ou Porto 2011) que les simulations (Hertel et Winters 2006, Hoekman et Olarreaga 2007 ou Anderson, Cockburn et Martin 2010). Selon Krueger (1990), c'est l'existence de ces « perdants » et le fait qu'ils soient plus concentrés, facilement identifiables et organisés que les « gagnants » qui expliquerait la difficulté pour de nombreux gouvernements à faire accepter des politiques de libéralisation commerciale à leurs citoyens.

Dans le cas des pays d'Afrique sub-saharienne, le commerce est plus que jamais considéré comme un outil puissant pour le développement par de nombreuses institutions internationales, et bailleurs de fonds : c'est ce que révèle la multiplications d'initiatives liées au commerce, comme les « Integrated Framework Diagnostic Trade Integration Studies » de la Banque Mondiale diagnostiquant les contraintes des pays à la participation au commerce

mondial ; l'inclusion de mesures de facilitation commerciale à l'Organisation Mondiale du Commerciale ; et plus largement la tendance à la hausse de l'aide pour le commerce dans l'Aide pour le développement total dont l'Afrique a été le principal bénéficiaire depuis 2009 (UNECA 2011). La coopération régionale et l'intégration économique dans le continent ont été affichées comme objectifs politiques prioritaires depuis les années 1960 (UNECA 2006), réaffirmés lors de la création de l'Union africaine en 2001, et plus récemment lors du dernier Sommet de l'Union Africaine en Janvier 2012 nommé "Stimuler le commerce intra-africain ».

De plus, il existe une prise de conscience croissante de l'impact des politiques des pays développés sur les pays en développement. Il est révélateur que l'intérêt de la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne dans les négociations commerciales multilatérales soit relativement défensif, proposant de compenser ou du moins d'atténuer les effets négatifs d'une réduction supplémentaire des tarifs au niveau multilatéral sur leurs accès préférentiels par un accès au marché spécifique pour les pays les moins avancés, soutenant des attaques contre les politiques des pays développés mettant en danger leurs exportations, comme les subventions au coton américain, et au sucre européen, et poussant pour le maintien d'un traitement spécial et différencié qui leur permette de protéger et de soutenir leur agriculture (UNCTAD 2006). Le fait que les bailleurs aient pris conscience que leurs politiques, notamment commerciales, ont des impacts sur les pays auxquels ils apportent par ailleurs de l'aide, a conduit au développement d'un cadre d'analyse sur « la cohérence des politiques pour le développement ». Matthews et Giblin (2006) exposent la nécessité d'assurer cette cohérence pour l'agriculture des pays d'Afrique sub-saharienne pour plusieurs raisons. Le développement du secteur agricole est indispensable pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment celui qui concerne l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim ; c'est un secteur important en termes de revenu pour les pauvres et de devises pour les pays ; et les pays bailleurs de l'aide internationale influencent directement son développement par le biais des politiques de coopération au développement et d'aide humanitaire, mais aussi indirectement via les effets de leurs politiques agricoles et commerciales nationales sur les marchés internationaux.

Compte tenu de la force des débats académiques présentés ci-dessus, la thèse se place volontairement hors de tout parti pris normatif sur le type de politique économique souhaitable. Puisque les réformes commerciales servant le mieux les intérêts de l'Afrique subsaharienne pourraient venir à la fois de ses propres réformes, mais aussi de réformes commerciales du reste du monde, la thèse se concentre sur une analyse comparative des

différentes options. L'hypothèse sous-jacente est que les différentes négociations commerciales en cours peuvent être considérées comme concurrentes dans leur mobilisation des ressources et des capacités institutionnelles limitées (UNCTAD 2006). Elles doivent être hiérarchisées (Haussman, Rodrik et Velasco 2006) selon leur apport à la croissance économique et au développement durable d'une agriculture au service de l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire et de pauvreté (Tsikata 2001).

La thèse analysera donc les différentes politiques commerciales disponibles pour l'Afrique sub-saharienne en comparant empiriquement leurs impacts ex-ante en termes de croissance du produit intérieur brut, mais aussi de contribution à une croissance agricole durable, en cherchant à faire le lien entre les différents niveaux d'analyse depuis les marchés mondiaux jusqu'aux ménages.

3. Méthodologie : le choix de l'analyse en équilibre général calculable

Compte tenu de prise de conscience récente que la théorie économique n'était pas suffisante pour prédire l'impact des politiques économiques dans leur complexité (Harrison *et al.* 2010), en particulier en ce qui concerne leurs effets distributifs, il est nécessaire d'avoir recours à des modèles empiriques pour évaluer ex-ante les impacts des différentes réformes politiques.

Plusieurs méthodologies économiques existent et Bouët (2008) examine les avantages et les inconvénients de l'utilisation des modèles d'équilibre partiel spatiaux et non spatiaux, des modèles d'équilibre général nationaux et multi-pays, et des modèles de gravité pour l'analyse des politiques commerciales. Le choix de cette thèse se porte sur l'équilibre général calculable (CGE), car il permet d'appréhender la croissance des différents secteurs de l'économie et leurs interactions, et ainsi de voir l'évolution du secteur agricole au sein des économies modélisées, mais aussi l'analyse des impacts macroéconomiques aussi bien que sociaux, dans la mesure où les données nécessaires, par exemple sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont disponibles (Sadoulet et de Janvry 1995).

Les modèles EGC sont particulièrement adaptés pour modéliser l'économie des pays en développement pour lesquels des données de séries temporelles sont rares, et ils permettent de procéder facilement à de nombreuses analyses contrefactuelles (François 2000). Leurs résultats et les interprétations politiques qui en sont faites (Devarajan and Robinson 2002) sont

néanmoins souvent controversés, car ils sont souvent perçus comme des « boîtes noires » (Francois 2000, Piermartini et The 2005, Bouët 2008). En particulier il est souvent souligné que les études évaluant les impacts de la libéralisation commerciale mondiale avec des modèles d'équilibre général multi-pays trouvent une grande diversité de résultats. Bouët (2008) montre que les résultats de ces études divergent à cause des différences dans les scénarios simulés, les données utilisées, les paramètres comportementaux, et les hypothèses théoriques. Ces éléments expliquent pourquoi les résultats de simulation basés sur des modèles différents sont difficiles à comparer et justifient le choix de modéliser les différentes politiques à comparer avec un seul modèle.

Il est important de souligner en particulier le fait que compte tenu du choix méthodologique sur les modèles EGC, cette thèse se concentre sur la façon dont les réformes des politiques offrent des opportunités différentes de croissance agricole et de développement économique via leurs impacts sur la demande des exportations d'Afrique subsaharienne. En effet, on considérera que compte tenu de la représentation insuffisante des contraintes de l'offre dans les modèles EGC, en dépit d'hypothèses sur la mobilité imparfaite des facteurs, la plupart des modèles EGC supposent (« de manière irréaliste », selon Dorward *et al.* 2004) que les agents économiques, y compris la majorité des petits agriculteurs, sont en mesure de répondre à de nouvelles incitations par les prix en augmentant sensiblement leur offre. Ces modèles ne tiennent pas compte des autres contraintes telles que le besoin de liquidité, de crédit, la disponibilité des intrants, l'aversion au risque et à l'incertitude, etc. Ces hypothèses ne reflétant pas la réalité des contraintes au développement agricole en Afrique subsaharienne, les résultats des simulations doivent être considérés comme illustrant les impacts potentiels de modifications dans la demande pour les produits africains. Leurs effets positifs ne se concrétisant qu'à la condition que les mesures d'accompagnement adéquate soient mises en œuvre pour assurer que les pays et les ménages au sein de ces pays soient en mesure de tirer parti de ces nouvelles opportunités de marché.

Compte tenu de la sensibilité des résultats aux hypothèses sous-jacentes, celles-ci seront clairement exprimées et une discussion des limites de chacun des exercices de modélisation de la thèse tentera de clarifier les types de prescriptions de politique qui peuvent ou ne peuvent pas être dérivée à partir de leurs résultats.

Chapitre I

Politiques commerciales et exportations agricoles des pays d'Afrique sub-saharienne: faits stylisés et perspectives

Les pays d'Afrique sub-saharienne bénéficient d'un accès privilégié aux marchés mondiaux et leurs marchés intérieurs sont parmi les mieux protégés. Par ailleurs, bien qu'ils fassent partie des économies les plus dépendantes du commerce extérieur, leur participation au commerce mondial a diminué au cours des 50 dernières années.

Une partie importante de la littérature sur le commerce international se concentre sur les perspectives de libéralisation du commerce mondial pour les pays d'Afrique sub-saharienne en particulier de l'Agenda de Doha pour le développement (« DDA ») en cours de négociation à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'introduction récente dans les négociations du Cycle de Doha d'une proposition d'accès sans tarif et sans quota (« Duty-Free Quota-Free » DFQF) en faveur des PMA est utilisée par le Directeur Général de l'OMC comme argument pour affirmer qu'une conclusion du cycle de Doha sera très bénéfique pour les pays africains (Lamy 2011).

Les pays d'Afrique sub-saharienne sont cependant impliqués dans d'autres négociations commerciales. Ils prennent part, par exemple, aux accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE). Certains des pays d'Afrique subsaharienne ayant refusé de signer des accords intérimaires des APE qui auraient dû être conclus avant 2007, ont d'ailleurs commencé à subir une augmentation des tarifs imposés sur leurs exportations par l'UE. Une forte volonté politique en faveur de l'intégration régionale a conduit à des efforts de rationalisation des adhésions multiples (la majorité des pays africains appartenant à plusieurs communautés économiques régionales). Ce mouvement a par exemple abouti avec succès à la création d'un marché commun de la communauté d'Afrique de l'Est en 2010 et à la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange (ALE) de la Southern African Development Community (SADC) en 2008 (UNECA 2010).

Quelles sont les implications de ces "faits stylisés"¹ sur l'agriculture et le commerce d'Afrique sub-saharienne pour leurs intérêts dans les négociations commerciales ? Pourquoi

les pays d'Afrique sub-saharienne ont-ils perdu des parts de marché alors qu'ils bénéficiaient de préférences commerciales ? Quels pourraient être les bénéfices d'un accès au marché supplémentaire à des conditions préférentielles? Que signifie ce regain d'intérêt pour l'intégration régionale? Comment interpréter la stagnation des négociations APE ?

Les divergences de point de vue et d'interprétation normatives des « faits stylisés » conduisent à des recommandations politiques différentes. La plupart s'attachent à déterminer si les réformes commerciales, qu'elles soient globales ou locales, sont des priorités pour l'Afrique subsaharienne. Certaines divergences d'analyse s'expliquent également par le fait que, pour des raisons de simplicité ou en raison du manque de données, l'« Afrique sub-saharienne » est souvent présentée comme un groupe homogène, alors que la région est composée de nombreux pays à des stades de développement différents, dont les intérêts agricoles commerciaux sont par ailleurs potentiellement divergents.

L'objectif de ce chapitre est de présenter quelques-uns des principaux faits stylisés sur le commerce agricole d'Afrique sub-saharienne et d'analyser les débats liés à leur interprétation pour mieux expliquer les divergences entre les différentes recommandations et faire ressortir les principales prescriptions politiques.

1. L'Afrique sub-saharienne dans le commerce international

Les pays d'Afrique sub-saharienne sont confrontés à trois enjeux dans leur intégration aux marchés internationaux. Ils font partie des économies les plus dépendantes du commerce international, tant en part de commerce qu'en part de PIB en particulier des exportations primaires. Leurs finances publiques dépendent également fortement du commerce international. Mais leur participation est marginale et de plus en plus marginale et concentrée sur des produits primaires en particuliers agricoles.

La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont tendance à avoir un ratio commerce (importations+exportations) sur PIB et une part de leurs revenus provenant de taxes sur le commerce international plus élevés que le reste du monde (le ratio est d'en moyenne 65% pour l'Afrique Sub-Saharienne en 2010 contre 55 % pour le monde), d'après nos calculs basés sur les données du World development indicator et de l'African development indicator de la Banque mondiale. Cela signifie qu'ils sont plus sensibles que le reste du monde aux variations du commerce mondial. Si l'on ajoute à cela que les pays d'Afrique sub-saharienne sont parmi les plus pauvres du monde, qu'ils sont très dépendants des importations pour leur

consommation, et des exportations en tant que source de recettes en devises, il apparaît clairement qu'ils sont susceptibles d'être non seulement sensibles, mais aussi beaucoup plus vulnérables aux chocs commerciaux que d'autres pays dans le monde, ainsi que plus réticents à réduire leurs tarifs à l'importation, à cause de leur difficulté à lever des taxes compensatoires sur leur marché domestique (IFC 2009).

La plupart des pays d'Afrique sub-saharienne continuent de dépendre de l'agriculture à plus de 20 % de leurs exportations ce qui est plus que le reste du monde en moyenne à 10 %, d'après ces mêmes bases de données. Parmi eux, beaucoup comptent encore sur l'agriculture à plus de 50 % de leurs exportations, bien que la dépendance à l'agriculture ait diminué depuis les années 1960. C'est notamment le cas du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, de l'Éthiopie, de la Gambie, du Ghana, du Kenya, du Malawi, du Mali, du Rwanda, de la Somalie et de l'Ouganda. La dépendance des pays d'Afrique sub-saharienne aux exportations agricoles est parmi plus élevées du monde.

La participation des pays d'Afrique sub-saharienne au commerce mondial de biens a diminué depuis 1960 en passant de 8 % en 1960 à 3% en 2008, d'après les données de la FAO, même pour les exportations agricoles pour lesquelles la part de l'Afrique sub-saharienne est passée de 4 à 2 % sur la même période. De nombreux travaux de recherche se sont intéressés à cette question. Ils avancent plusieurs explications, liées à la faible performance économique de la région (Rodrik 1998, Foroutan and Pritchett 1993) et à ses faibles infrastructures de commerce (Bouët, Mishra et Roy 2008), à des politiques défavorables au commerce (Subramanian et Tamirisa 2001, Sachs and Warner 1997, Anderson et Masters 2009), à sa faible compétitivité comparée aux autres exportateurs (Poulton et al. 2009, Haggblade and Gabre-Madhin 2010, Haggblade and Hazell, Nouve and Staatz 2003, Block 2010) et sa faible adaptation à l'évolution de la structure du commerce international (Ng et Yeats 2002, World Bank 2000), avec une augmentation des volumes exportés largement compensée par la baisse des prix (Morrissey et Mold 2006).

Un autre défi est celui de la concentration des exportations d'Afrique sub-saharienne. Le manque de diversification des produits et destination des exportations des pays d'Afrique Sub-saharienne par rapport au reste du monde est évaluée en calculant l'indice de Hertfindhal avec la base de données MacMAps pour 2004 pour l'ensemble des pays du monde. Il apparaît que les pays d'Afrique sub-saharienne ont généralement une structure des exportations plus concentrée que le reste du monde surtout en termes de produits. Leurs exportations sont aussi concentrées vers quelques destinations en particulier les pays européens et les États-Unis. De

plus, de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne sont spécialisés dans les mêmes produits comme le café, le cacao, le coton, les cuirs ou les cultures horticoles. Par exemple Porto, Chauvin et Olarreaga (2011) montrent la dépendance de certains pays aux filières cacao, café, coton et tabac.

Cette concentration de la structure commerciale risque de causer une croissance économique plus lente en particulier pour les pays les plus pauvres (Imbs et Wacziarg 2003), et d'augmenter la vulnérabilité aux chocs commerciaux en exposant le pays en développement à la volatilité des revenus (ITC 2010). Ainsi la diversification ainsi que la transition vers des exportations à plus forte valeur ajoutée sont considérées comme des conditions nécessaires à la croissance des pays d'Afrique sub-saharienne.

2. La multiplicité des accords commerciaux

La participation des pays d'Afrique sub-saharienne aux accords commerciaux est spécifique car d'un côté historiquement ces pays ont bénéficié de préférences commerciales importantes qui ont fortement influencé la structure de leurs exportations, d'un autre malgré la multiplication des accords commerciaux régionaux au sein de l'Afrique sub-saharienne le commerce intra-régional est resté faible.

Après les années d'indépendance de la décennie 1960, de nombreux dirigeants africains se sont mis à reconsidérer l'utilité d'une coopération et d'une intégration régionale comme outil de croissance économique, de développement durable, et d'unification des pays africains (UNECA 2006). Cette volonté politique s'est traduite par de nombreuses initiatives au niveau continental et à une multiplication et à un enchevêtrement des accords commerciaux. Au final, l'absence de cohérence d'ensemble a pas conduit à une meilleure intégration régionale (UNECA 2006) et le continent présente au contraire le taux le plus faible de commerce intracontinentale avec moins de 10 % comparé à 20 % et 47 % pour les pays en développement d'Amérique du Sud et d'Asie respectivement (UNECA 2010). Mais il faut souligner l'existence d'une part probablement très importante de commerce informel, en particulier agricole (Lesser and Moissée-Leeman 2009, UNECA 2010).

La structure commerciale actuelle de l'Afrique sub-saharienne a plutôt été façonnée par les préférences historiques accordées de longue date par les pays développés, en particulier l'Union européenne via l'accord de Cotonou. Ces préférences historiques sont actuellement renégociées sous la forme d'accords de partenariat économique (APE). Mais l'UE offre

d'autres accords préférentiels à de nombreux pays en développement dans le système de préférences généralisé. Les pays d'ASS bénéficient aujourd'hui de nombreux autres accès préférentiels dont par exemple l'AGOA (African Growth Opportunity Act) offert par les Etats Unis.

Du point de vue de la recherche académique, on peut relever le manque de soutien pour les intégrations commerciales préférentielle et régionales par rapport à la libéralisation multilatérale (Schiff et Winters 2003). Baldwin (2008) montre que l'analyse économique des accords commerciaux est toujours fortement influencée par le cadre d'analyse de Viner (1950) selon lequel l'effet de ces accords dépend de la force respective de la création et la diversion de commerce, et par l'analyse des «partenaires commerciaux naturels » (Summers 1991 et Krugman 1991) malgré la critique de cette approche par Bhagwati, Lehman et Panagariya (1996). Depuis les années 1990, la littérature économique s'est intéressée aux préférences commerciales et aux accords régionaux principalement pour étudier dans quelle mesure ceux-ci étaient un obstacle ou une étape intermédiaire vers une libéralisation totale du commerce mondial (Bhagwati 1991), montrant en particulier que les pays bénéficiant de préférences sont moins propices à pousser pour une libéralisation multilatérale (Ozden and Reinhardt 2005). Le fait que la plupart des accords régionaux et des accords préférentiels soient motivés par des objectifs politiques et non des objectifs d'efficacité économique (Collier et Venables 2007, ITC 2010), conduit à penser qu'ils ne sont pas conçus pour aider les pays à changer leur structure de production et d'exportation pour gagner en rentabilité (Ianchovichina, Mattoo and Olarreaga 2001).

3. L'état de la protection et de l'accès au marché

D'après les calculs avec la base de données MAcMAps développées par le CEPII et l'ITC, en ce qui concerne les tarifs à l'importation, l'Afrique sub-saharienne est la région la mieux protégée des importations agricoles, alors que l'agriculture est déjà le secteur le mieux protégé dans le monde entier. Ce constat vaut aussi pour les échanges intra-régionaux en Afrique. Par conséquent, les marges de manœuvre sont importantes pour accroître l'intégration commerciale dans la région. A l'inverse, les tarifs que rencontrent les exportations des pays d'Afrique sub-saharienne vers les marchés mondiaux sont faibles en moyenne grâce aux accords préférentiels dont ils bénéficient.

En combinant les méthodes de Bouët, Fontagné et Jean (2006), Low *et al.* (2005) et Carrere et De Melo (2010), les différentes composantes de la marge préférentielle peuvent être calculés. Il apparaît que quelque soit les accords que les pays d'Afrique sub-saharienne ont négociés, la marge préférentielle « apparente » dont bénéficient réellement les pays est beaucoup plus influencée par la composition des exportations (les produits agricoles étant très protégés en général et les produits miniers l'étant moins) que par les accords négociés. Ainsi les pays d'Afrique sub-saharienne ont des marges préférentielles très différentes, et les principaux exportateurs de produits agricoles peuvent même présenter des marges négatives. En ajustant ces marges préférentielles pour prendre en compte les préférences accordées aux principaux compétiteurs il devient apparent que la marge préférentielle des PMA de l'Afrique sub-saharienne avec l'accord de Cotonou, et celle proposé par les APE est en réalité équivalente à celles des autres PMA bénéficiant de l'accord « tous sauf les armes » de l'UE. Par les pays d'Afrique sub-saharienne non PMA on a une marge préférentielle beaucoup plus importante via l'accord de Cotonou que n'ont les autres pays bénéficiant du Système de Préférences Généralisés. Ce constat a des impacts considérables sur les négociations des Accords de Partenariat Economiques, et explique que les PMA ont moins d'intérêt que les autres pays de la région à adhérer aux APE.

Mais les préférences tarifaires ne sont pas toujours utilisées par les exportateurs car elles impliquent des coûts administratifs et de mise en conformité importants (Candau and Jean 2005, DeMaria, Droque and Matthews 2008). Manchin (2006) et Gasiorrek *et al.* (2010) évaluent que ces coûts doivent représenter entre 2 et 5 % de la valeur du produits car les préférences dont les marges sont inférieures à ces seuils ne sont jamais utilisés par les exportateurs.

Parmi les pratiques tarifaires qui restreignent l'accès au marché, l'escalade tarifaire (le fait d'appliquer un tarif plus haut pour des produits plus transformés dans la filière) est la plus répandue sur tous les marchés en particulier pour les produits agricoles (Bouët et Laborde 2009). Cette pratique a été accusée d'empêcher les pays en développement de développer l'exportation de produits agricoles transformés (Matthews 2003, Gasiorrek *et al.* 2010). Mais il est important de noter le fait que dans le cadre de l'accord de Cotonou, tous les produits transformés entraient sur le marché européen libre de droit (avec néanmoins des quotas pour les produits sensibles comme le sucre, le riz), ce sont donc vers les autres destinations que l'escalade tarifaire est toujours un problème pour les exportations des pays d'Afrique sub-saharienne (Vlahantoni-Tikof 2005, Van Berkum 2009).

En réalité, on suspecte aujourd'hui que ce sont principalement les barrières non tarifaires qui restreignent l'accès au marché des pays développés, dont les pays européens, en particulier pour les produits agricoles (Mold 2005). Les données sont encore rares mais de nouvelles estimations par la Banque Mondiale sont en train d'être construites qui renforcent cette position (Gourdon et Cadot 2011). De nombreux cas d'études ont démontré que les barrières sanitaires et phytosanitaires et les barrières techniques (standards) ont pu restreindre l'accès au marché européen pour de nombreux pays et produits agricoles d'Afrique subsaharienne (Geboye Desta 2010, Disdier, Fontagné and Mimouni 2007, Memedovic and Iapadre 2009, Gourdon and Cadot 2011).

D'autres coûts (administratifs, d'infrastructures,...) limitent la participation au commerce mondial. Les recherches sur ces coûts montrent que leur réduction pourrait avoir un impact important sur les volumes échangés, plus important d'ailleurs que l'effet d'une plus grande ouverture des marchés (Bouët, Mishra et Roy 2008, Fontagné et Decreux 2009, Djankov, Freund et Pham 2010, Freund et Rocha 2011). Cet effet est d'autant plus marqué que les pays d'Afrique subsaharienne bénéficient déjà d'accès aux marchés importants. Ces résultats ont d'importantes implications politiques dans le contexte de l'agenda politique de l'« Aide pour le Commerce » traduit dans les négociations de Doha par les initiatives de facilitation au commerce.

4. Perspectives

L'analyse des marchés agricoles montre que nous assistons donc à de profonds changements dans les marchés intérieurs, régionaux et internationaux, et que ces changements sont porteurs de nouvelles opportunités commerciales pour les pays d'Afrique subsaharienne.

L'augmentation du niveau des prix agricoles sur les marchés internationaux (OCDE et FAO 2011) offre l'opportunité d'améliorer les incitations à développer la production agricole dans les pays d'Afrique subsaharienne dotées des capacités pour le faire. L'accroissement de leur volatilité rend impératif d'assurer la sécurité alimentaire des populations pauvres des pays d'Afrique subsaharienne contre ces chocs. L'augmentation des revenus, l'urbanisation, l'augmentation des investissements, l'apport des investissements étrangers dans les pays d'Afrique subsaharienne sont autant d'incitations à développer une production à forte valeur ajoutée et de biens transformés par l'industrie agro-alimentaire, pour être vendus au niveau local, régional aussi bien que sur les marchés internationaux (Yumkella et al. 2011).

Quels sont les impacts potentiels des négociations commerciales en cours ? Quel est l'état de la recherche sur ces perspectives ? De nombreuses négociations sont à l'ordre du jour (CNUCED 2010), tant à l'échelle régionale que bilatéral avec l'EU en particulier qu'au niveau multilatéral dans le cadre des négociations de l'OMC. Le plus remarquable est le renouveau politique récent de l'intégration régionale en Afrique, tant par les pays de l'Union africaine que par l'OMC (Lamy 2012, Rugwabiza 2012). L'intégration régionale africaine est présentée comme une priorité pour l'Afrique qui doit profiter des perspectives de croissance de ses propres pays beaucoup plus prometteuses que celles de ses partenaires commerciaux traditionnels, suite à la crise économique et financière. Au-delà de la promotion de son propre développement, l'espoir que la région pourrait effectivement devenir un pôle de croissance pour le reste du monde est exprimé par de plusieurs institutions (Lamy 2012, Rugwabiza 2012, UNECA et AUC 2012).

Une revue de littérature montre que l'estimation des effets de ces négociations est loin d'être complète, notamment en raison de l'incertitude sur les modalités exactes des accords en cours de négociations mais aussi du manque de données sur les pays d'Afrique subsaharienne. Il est indispensable en particulier de poursuivre les recherches sur la comparaison de leurs effets.

Chapitre II

Quelles perspectives pour la croissance des exportations agricoles les négociations actuelles offrent-elles pour les pays d'Afrique subsaharienne ?

Malgré la multiplication du nombre de négociations commerciales, la littérature académique apporte peu de recommandations pour aider les pays d'Afrique subsaharienne (ASS) à établir leurs priorités de réformes commerciales en garantissant que leurs engagements commerciaux servent plus largement leurs stratégies de développement. Ce chapitre est une première contribution sur le sujet. Il ne se limite pas à l'analyse d'un seul accord commercial mais couvre les principales négociations en cours par les pays d'Afrique subsaharienne. Il apporte de nouveaux résultats permettant de comparer les impacts des accords bilatéraux, régionaux (en Afrique subsaharienne) et multilatéraux (mondial), et leurs interactions. De plus, l'analyse est approfondie en considérant le type de développement agricole promu par les différents accords commerciaux, pour déterminer dans quelle mesure ils favorisent la transformation locale des produits agricoles, objectif propre aux pays d'Afrique Sub-saharienne (Reardon et Timmer 2005).

1. Évaluer les impacts du commerce sur la stratégie de développement agricole

Selon la littérature empirique en économie internationale, les impacts des politiques commerciales sur un pays donné dépendent des impacts relatifs sur ses concurrents (Low, Piermartini et Richtering 2005 et Carrère et De Melo 2010). L'analyse empirique des impacts des accords commerciaux multilatéraux ou régionaux doit donc être entreprise au niveau mondial. L'utilisation de la modélisation en équilibre général à l'échelle mondiale nous permet de faire cela tout en étudiant l'évolution du secteur agricole dans l'ensemble de l'économie des pays. Nous utilisons le modèle en équilibre général calculable mondial Modeling International Relationships in Applied General Equilibrium (MIRAGE), initialement développé par Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) (Decreux and Valin 2007).

Suivant les recommandations de Davis et Mishra (2007), nous n'exploitons pas toutes les spécifications de MIRAGE et limitons la complexification du modèle dans la mesure où cela est nécessaire pour bien répondre à notre question de recherche. Ainsi, les modélisations sont réalisées en concurrence parfaite, car la modélisation de la concurrence imparfaite dans MIRAGE affecte de manière significative les résultats (Karam 2009) en introduisant un biais défavorable aux pays se spécialisant dans l'agriculture (Decreux et Valin 2007) que nous voulons éviter puisque cette recherche se concentre sur les pays où la plupart des ménages dépendent de l'agriculture et valorisent la diversité des produits agricoles (Katungi et al. 2011). Les simulations sont conduites en mode statique puisque nous nous intéressons à la comparaison des effets à long terme des accords commerciaux.

Tout schéma de libéralisation des échanges produit des impacts contrastés sur les secteurs, les pays et les ménages au sein de ces pays (Winters, McCulloch et McKay 2004). Or, l'analyse des effets redistributifs entre les secteurs et les ménages est sérieusement limitée dans des modèles EGC mondiaux. MIRAGE, comme la plupart des autres modèles EGC mondiaux, ne possède en effet qu'un seul agent représentatif. Il s'appuie par ailleurs sur la base de données GTAP 7 (Global Trade Analysis Project de l'Université de Purdue), base de données la plus utilisée pour l'analyse des politiques commerciales, mais dans laquelle seulement 13 des 52 pays d'ASS apparaissent individuellement, le reste étant inclus dans cinq zones géographiques regroupant des pays très hétérogènes. En outre, les principaux secteurs agricoles africains, autres que le riz et le blé, ne sont pas détaillés dans le GTAP 7 : le maïs, le sorgho et les autres céréales locales sont regroupées dans un secteur céréalier unique, les racines et tubercules ne sont pas séparés et les cultures d'exportation traditionnelles comme le café, le cacao, le coton, le thé et le tabac sont regroupées dans la catégorie des «autres cultures exportables».

Compte tenu de la quantité importante de données nécessaires pour obtenir des impacts redistributifs à l'échelle des ménages (Bourguignon, Bussolo and Cockburn, 2010, Hertel *et al.* 2007) et des limites des méthodes les plus simples comme le recours à l'élasticité de la pauvreté (Bouët 2008), ce chapitre n'essayera pas d'évaluer les impacts des accords commerciaux sur les producteurs agricoles et la pauvreté, mais s'intéressera plutôt aux impacts contrastés entre pays et régions du monde, sur la base des variations du produit intérieur brut (PIB), la variation équivalente de la fonction d'utilité des consommateurs comme mesure du bien-être (telle que définie dans Sadoulet et de Janvry, 1995), et d'autres indicateurs macro-économiques comme Bouët et al. (2005). Il approfondit les études

précédentes en essayant aussi d'évaluer la cohérence des réformes commerciales avec les stratégies de développement agricole des pays en Afrique subsaharienne.

Jusqu'à présent, la littérature en économie internationale n'a jamais étudié la question de la transformation des produits agricoles. Traditionnellement, les exportations agricoles sont classées entre « exportations traditionnelles », « produits vivriers » et « exportations non traditionnelles ». Les récents travaux de Poulton *et al.* (2009) résument les enseignements tirés de l'expérience passée de l'agriculture commerciale sur ces différentes catégories en Afrique. L'analyse des sources de la compétitivité des exportations agricoles africaines met en avant le fait que peu de pays africains sont compétitifs au niveau international, mais beaucoup d'entre eux le sont au niveau régional. Poulton *et al.* (2009) et Diao et Dorosh (2007) soulignent que les marchés régionaux en Afrique subsaharienne pourraient représenter des opportunités de marché plus intéressantes pour leurs producteurs agricoles que les marchés internationaux. Cependant ces études ne prennent pas en compte l'évolution du contexte commercial mondial et les impacts des accords commerciaux en cours de négociation.

Afin d'analyser l'enjeu du développement d'industries agroalimentaires en aval de la production agricole, les secteurs agricoles de GTAP7 seront regroupés selon qu'ils correspondent à des produits bruts ou transformés, et les flux d'exportations seront étudiés selon leur marché de destination, régional en Afrique subsaharienne ou le reste du monde.

La cartographie régionale et sectorielle de la simulation se concentre sur les secteurs agricoles d'Afrique subsaharienne (Annexe A). Les résultats pour chaque scénario sont disponibles pour les 29 régions, dont 18 pays et régions sont en Afrique subsaharienne, et les 28 secteurs, dont 18 sont agricoles. Dans la suite de ce chapitre, par souci de simplicité, les résultats sont présentés regroupés en cinq « zones d'intérêt » décrites dans le tableau II.A.2 et en « secteurs d'intérêt » listés dans le tableau II.A.1. Les résultats détaillés sont disponibles sur demande.

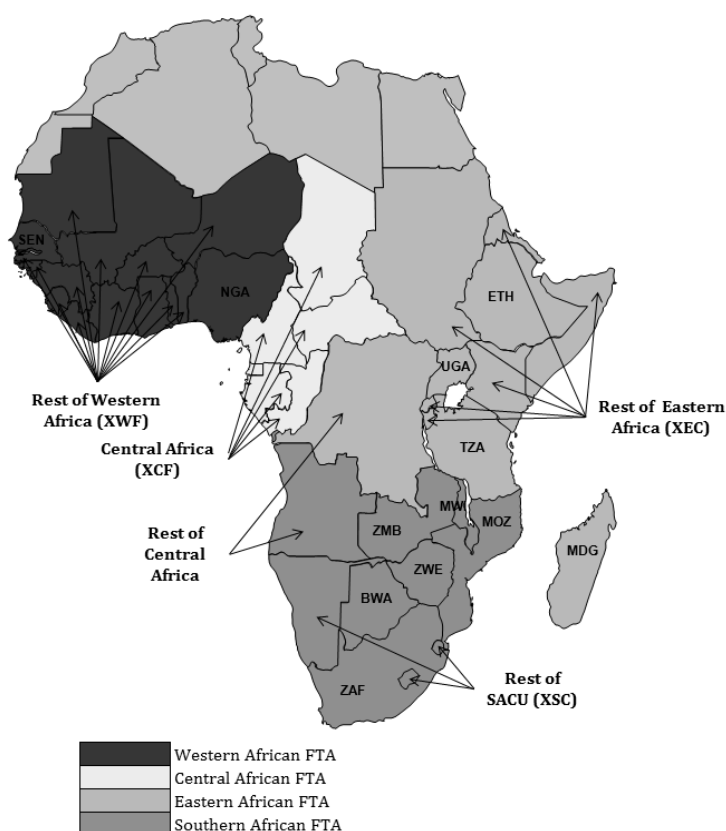
2. Les scénarios de libéralisation commerciale

Le chapitre I a illustré qu'en termes de barrières tarifaires, il est encore possible d'accroître l'intégration du marché tant au niveau régional et que multilatéral. Les scénarios d'accords multilatéraux et régionaux simulés sont décrits ci-dessous dans le tableau II.2.

TABLEAU II.1 — SCENARIOS SIMULES

Scénario	Description
<u>Scénarios multilatéraux</u>	
« DDA »	Conclusion des négociations de Doha: réduction multilatérales des tarifs consolidés pour tous les pays sauf les pays les moins avancés suivant les modalités de Décembre 2008.
« DFQF »	Élimination complète de toutes les barrières tarifaires par les pays de l'OCDE, plus le Brésil, la Chine et l'Inde sur les importations en provenance des pays les moins avancés.
DDA+DFQF	Réduction tarifaires combinées des scénarios DDA et DFQF ci-dessus.
<u>Scénarios régionaux</u>	
« Reg FTA »	Constitution de quatre accords de libre échange sub-continentaux en ASS: Élimination complète de toutes les barrières tarifaires entre les pays d'un même accord, comme décrit dans la figure II.1.
« SSA FTA »	Constitution d'un accord de libre échange pour tous les pays d'ASS: Élimination complète de toutes les barrières tarifaires entre les pays d'ASS.
<u>Interactions</u>	
« DDA+ FTA »	Reg Réduction tarifaires combinées des scénarios « DDA » et « Reg FTA ».
« DFQF+Reg FTA »	Réduction tarifaires combinées des scénarios « DFQF » et « Reg FTA ».
« DDA+DFQF+Reg FTA »	Réduction tarifaires combinées des scénarios « DDA », « DFQF » et « Reg FTA ».
<u>Baseline alternatives</u>	
« EPA »	Conclusion d'accords de partenariats économiques bilatéraux entre chaque pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union Européenne (EU): élimination totales des barrières tarifaires sur les exportations vers l'EU. Les tarifs appliqués par les pays ACP sur leurs produits sensibles (selon la définition des accords intérimaires signés) sont exclus de la libéralisation.
« GSP »	Chaque pays ACP se voit offrir l'accord préférentiel de l'EU correspondant à son statut économique: l'EU élimine les tarifs appliqué aux importations des pays les moins avancés selon l'accord « Tous sauf les armes ». Les tarifs appliqués par l'EU sur les exportations des pays ACP non PMA sont relevés au niveau de l'accord préférentiel GSP.

FIGURE II. 1— ACCORDS REGIONAUX SIMULES ET PAYS DANS GTAP 7



Source: GTAP 7 listing.

3. Analyse des résultats et discussion

Comme l'ont constaté des études antérieures telles que Bouët et al. (2005), les gains mondiaux à la libéralisation commerciale exprimés en termes de pourcentage du produit intérieur brut (PIB) sont faibles, le maximum s'élevant à 53 milliards de dollars de PIB (0,13 % le PIB mondial de 2004) dans le cas du scénario « DDA+DFQF » combinant une conclusion des négociations de Doha et une élimination complète de toutes les barrières tarifaires par les pays de l'OCDE, plus le Brésil, la Chine et l'Inde sur les importations en provenance des pays les moins avancés.

En particulier, les résultats trouvés en terme d'évolution mondiale du PIB pour le scénario "DDA" sont similaires à ceux d'autres études avec MIRAGE, et sont plus faibles que les valeurs estimées avec le modèle de la Banque mondiale ou le modèle GTAP (Bouët et al 2005, Anderson, Martin et Van der Mensbrugghe 2006). Ces différences s'expliquent pour plusieurs raisons : D'abord, les taux de protection utilisés (MAcMap) sont les taux appliqués tenant compte des préférences commerciales, des accords régionaux (Bouët et al. 2008). Ils

prennent donc en compte l'écart entre la protection réellement appliquée et les taux MFN consolidés. Ensuite l'estimation conservatrice des paramètres comportementaux (en particulier les élasticités de substitution pour les pays en développement utilisées dans MIRAGE, fondées sur des estimations économétriques, sont inférieures à celles des autres modèles) conduisent à des flux commerciaux plus faibles. Associée à la mobilité imparfaite des facteurs de productions et au mode statique, ces trois éléments impliquent des gains à la libéralisation inférieurs (Bouët 2008). Enfin, l'exclusion des dépenses des voyageurs provenant d'Asie en Afrique, suivant Bouët et Laborde (2011) des flux libéralisés diminue l'augmentation du bien-être mondial de 83 % pour le scénario « DFQF ».

Les simulations mondiales du chapitre II montrent qu'une intégration régionale ambitieuse pourrait apporter autant à l'Afrique sub-saharienne, qu'une intégration multilatérale en termes de croissance du produit intérieur brut, du bien-être, et du volume d'exportations agricoles.

De plus, les scénarios d'intégration multilatérale encouragent la poursuite de la spécialisation de l'Afrique subsaharienne dans les exportations de produits agricoles bruts. Cette tendance n'est pas cohérente avec l'objectif pour les pays d'Afrique subsaharienne de diversifier leurs produits d'exportation, leurs marchés d'exportation, et surtout, de capter localement une plus grande part de la valeur ajoutée. A l'inverse, les simulations montrent que l'intégration régionale favorise le commerce de produits à des stades de transformation plus avancés, ce qui permet ainsi de garder domestiquement une part plus importante de cette valeur ajoutée. Le seul moyen pour que l'intégration multilatérale favorise le développement d'un secteur agroindustriel, même dans un scénario d'accès au marché préférentiel très avantageux offrant un accès en franchise de droits et de quotas pour les pays les moins avancés, serait que les pays d'Afrique sub-saharienne commencent par accroître leur compétitivité agricoles. Or, l'intégration régionale pourrait être un moyen de stimuler cette compétitivité, car elle permettrait à la plupart des pays de combiner une augmentation du volume des exportations avec l'accroissement de la transformation de leurs exportations agricoles, permettant ainsi un apprentissage industriel par la pratique (« learning by doing »).

Les gains des réformes commerciales sont inégalement répartis en faveur des plus riches qui sont au sein de l'Afrique, l'Afrique du Sud et le Nigeria.

Afin de déterminer dans quelle mesure les résultats précédents peuvent servir de base à des prescriptions politiques, il faut examiner les limites de l'outil utilisé pour les obtenir, en

portant une attention particulière aux effets des hypothèses sur les résultats, en particulier en ce qui concerne les impacts comparatifs de l'intégration commerciale multilatérale et régionale.

De nombreuses hypothèses influencent la valeur absolue des résultats, mais il est difficile d'évaluer si les résultats ont tendance à être systématiquement sur ou sous-estimés. En effet, l'absence des gains dynamiques (mode statique) et l'absence des gains provenant de l'augmentation du nombre de variétés (hypothèse concurrence parfaite) tendent d'une part à diminuer la valeur des effets. D'autre part, la mobilité presque parfaite des facteurs a tendance à sous-estimer la rigidité et les défaillances de coordination des marchés d'Afrique subsaharienne. Néanmoins, il n'y a aucune raison pour que ces hypothèses aient des effets différents sur les scénarios régionaux et multilatéraux.

Les données utilisées pourraient cependant avoir influencé les impacts comparatifs à plusieurs niveaux.

En ne prenant pas en compte le commerce informel, essentiellement composé de produits agricoles non transformés échangés régionalement entre les pays d'Afrique subsaharienne, l'analyse CGE basée sur les données officielles minimise l'importance de l'agriculture et des échanges régionaux dans l'économie de ces pays, sous-estimant les perspectives de l'intégration régionale par rapport à la libéralisation multilatérale.

En considérant que les préférences sont utilisées pleinement (en ne considérant pas les normes sanitaires et phytosanitaires et les règles d'origine), nous supposons implicitement que l'Afrique subsaharienne tire pleinement profit de l'accès au marché supplémentaire. En réalité, des mesures non tarifaires entravent la croissance des exportations, en particulier pour les produits transformés et à valeur ajoutée vers les pays développés. Par conséquent, il est probable que les simulations surestiment les gains que les pays d'ASS peuvent tirer de l'accès au marché supplémentaire en particulier grâce à la libéralisation multilatérale vers les pays développés.

De même, en ne prenant pas en compte les coûts des échanges implicitement, nous supposons que l'accès aux marchés n'est pas limité par les coûts physiques et administratifs. La modélisation surestime par conséquent les gains provenant de tous les types d'accords. Il se pourrait que ces coûts soient plus élevés pour le commerce intra-régional, car ils pourraient être élevés pour les deux partenaires commerciaux. Mais on pourrait aussi bien supposer que le commerce transfrontalier avec les partenaires régionaux au sein de la même communauté

économique est moins cher que les exportations vers le reste du monde. Il est en fait très probable que les coûts du commerce varient considérablement selon les produits et les pays.

Un facteur supplémentaire qui pourrait influencer les résultats est la valeur des élasticités, qui ont des effets importants sur les flux d'échanges créés par les réductions tarifaires (Bouet 2008). Dans MIRAGE, le fait que les produits en provenance de pays développés et ceux en provenance des pays en développement soient considérés comme appartenant à des gammes de qualité différentes, avec une plus faible substituabilité entre les produits de gamme de qualité différente, tend à favoriser les échanges Sud-Sud (appartenant à la gamme de qualité même). Cela pourrait accroître les gains à l'intégration régionale par rapport à l'intégration multilatérale. Considérant l'incertitude importante entourant les valeurs de ces élasticités, il serait intéressant de contrôler l'impact de cette hypothèse.

En fin de compte, quelques hypothèses conduisent à sous-estimer les impacts de l'intégration régionale, ce qui renforce par conséquent les résultats en faveur d'un fort potentiel de l'intégration régionale, mais d'autres hypothèses ont des effets ambigus. Ainsi des précautions doivent être prises dans l'utilisation de ces résultats pour des recommandations politiques.

ANNEXE A: Cartographie

TABLEAU II.A.1 — DECOMPOSITION SECTORIELLE : 28 SECTEURS DONT 18 AGRICOLES

Secteur d'intérêt	Secteurs modélisés	
Produits agricoles bruts	Cattle	Paddy rice
	Cereals	Plants for fibers
	Export crops	Sugar plant
	Milk	Vegetables and fruits
	Oilseeds	Wheat
Processed agricultural products	Beverages and tobacco	Oils and fats
	Dairy	OMeat
	Meat	Processed rice
	Other food products	Sugar
Fish	Fishing	
Other	Animal fibers	Textile
	Other	Trade
	Manufactured products	Transport
	Primary products	
	Services	

Source: GTAP 7 listing.

TABLEAU II.A.2 — DECOMPOSITION REGIONALE: 29 REGIONS DONT 18 D'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Zone d'intérêt	Décomposition régionale	
Developed	EU	Japan
	U.S.A.	Rest of the World
Emerging Economies	Brazil	India
	China	Asian Tiger
Other Developing Countries	Rest of Asia	Rest of Southern America
North Africa	Northern Africa	
Sub-Saharan Africa	Botswana	Uganda
	Ethiopia	South Africa
	Madagascar	Zambia
	Mozambique	Zimbabwe
	Mauritius	Rest of South Central Africa
	Malawi	Central Africa
	Nigeria	Rest of Eastern Africa
	Senegal	Rest of South African Customs Union
	Tanzania	Rest of Western Africa

Source: GTAP 7 listing.

Chapitre III

Politiques agricoles et commerciales au Malawi : impacts des réformes politiques sur la pauvreté

Ce chapitre s'intéresse au cas du Malawi, un petit pays enclavé très fortement peuplé, pauvre en ressources naturelles mais doté d'un potentiel agricole favorable, et où le tabac, principale culture d'exportation, est cultivé par toutes les catégories d'agriculteurs.

La dernière réforme politique majeure du pays a été le programme de subvention des engrais pour les agriculteurs pauvres mis en œuvre à très grande échelle en réponse à la crise alimentaire particulièrement grave de l'année 2004. Ce programme est aujourd'hui en grande partie financé par l'aide étrangère, mais les institutions financières internationales et les bailleurs de fonds étrangers ont d'abord hésité à soutenir ce type d'intervention publique à grande échelle. En effet, les points de vue divergent sur la manière la plus efficace de résoudre le problème d'accès aux intrants des petits exploitants pauvres, que ce soit via le développement des marchés et du secteur privé ou par la subvention des prix (Chisinga 2012). La subvention directe a été introduite par l'ancien président Mutharika pour des raisons politiques en 2005 dans l'objectif d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages pauvres (Renick 2012). Dans les années suivantes les rendements du maïs ont augmenté de 20 % par an et le PIB a augmenté de près de 8 % par an (MOAFS 2010a). Les évaluations de cette politique ont estimé que la subvention était une réponse efficace à court terme à la faible rentabilité de la production de maïs et au prix très élevé des intrants, mais que cette politique n'avait réglé le problème d'accessibilité à leur aliment principal, le maïs des familles les plus pauvres déficientes en maïs, que dans la mesure où il avait accru leur autosuffisance en maïs, leur revenu, ou réduit le pic saisonnier des prix pendant la période de soudure. De plus, l'intégration du secteur privé dans le système reste un défi (Dorward et Chirwa, 2011). Il faut également tenir compte du fait que les rendements positifs et la croissance du PIB sont attribuables à des conditions météorologiques favorables, à la demande mondiale accrue pour le tabac et à la stabilité macroéconomique (Banque mondiale 2009).

Aujourd'hui la politique de subvention des intrants est critiquée en raison de soucis de gouvernance, y compris la manipulation par le président sortant pour obtenir le soutien

électoral en 2009 (Resnick 2012), le manque de stratégie de sortie (Chirwa, Dorward et Matita 2011), l'éviction du secteur privé (Banque mondiale 2011), et son coût (Buffie et Atolia 2009) qui a culminé à 16,2% du budget national en 2008/9 en raison de l'augmentation du volume des intrants fournis et la flambée des prix des engrais importés (Dorward et Chirwa 2011). En fait, avec un coût de moins de 10 % du PIB chaque année, cette politique atteint à peine les engagements politiques pris à Maputo, mais elle reste concentrée sur une seule mesure et concentrée sur une seule culture. Le principal défi est donc de diminuer son coût d'opportunité et d'entamer la transition vers une approche sectorielle plus large telle que définie dans la nouvelle politique agricole l'« ASWAp » qui a été conçue par le gouvernement du Malawi en collaboration avec les institutions financières internationales (IFI) et les bailleurs de fonds en 2010 (MOAFS 2010b). Comprenant un éventail beaucoup plus large de mesures, le coût de l'ASWAp est le double de celui de la politique de subvention aux intrants et à la lumière des contraintes budgétaires du Malawi, dépendra de la disponibilité de l'aide étrangère.

Même si les bailleurs et les institutions internationales se sont engagés à augmenter les dépenses dans le secteur agricole, avec les crises économique et financière mondiales limitant leurs capacités financières, ils pourraient être incités à se concentrer sur les coûts relatifs des réformes politiques proposées plutôt que sur la comparaison de leurs impacts. Or, malgré l'absence de toute comparaison empirique des effets d'une libéralisation commerciale avec ceux des politiques de développement, de nombreuses affirmations dans la littérature académique soutiennent que les réformes des politiques commerciales pourraient être les politiques en faveur de la lutte contre la pauvreté les plus rentables (par exemple Winters, McCullogh et McKay 2004).

Le Malawi est déjà considéré comme l'un des pays les plus libéralisés de l'Afrique australe (OMC 2011). Depuis 1981, il a mis en œuvre au moins sept programmes d'ajustement structurel successifs soutenus par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Membre de l'Organisation mondiale du commerce depuis 1995, il a aussi progressivement réformé ses politiques commerciales vers plus de libéralisation. Aujourd'hui, il bénéficie de nombreux accords préférentiels tels que l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) avec les États-Unis, l'initiative «Tout sauf les armes» (TSA) avec l'UE et les accords de libre-échange avec l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Mozambique et le Botswana. Les négociations en cours incluent le cycle de Doha pour le développement au niveau multilatéral, l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE) et la poursuite de

l'intégration régionale au sein du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), et la Southern African Development Community (SADC). Mais des études montrent que les motivations ayant poussé le gouvernement du Malawi à conclure des accords commerciaux par le passé ont été principalement politiques plutôt qu'économiques, et très peu d'analyse économiques approfondies sur leurs effets sont menées (UNCATD 2006). En outre, le chapitre I a montré qu'une hypothétique intégration régionale ambitieuse au sein de l'Afrique subsaharienne, pourrait offrir des gains substantiels pour l'Afrique subsaharienne, similaires à l'alternative multilatérale en cours de négociation à l'OMC. L'analyse détaillée des résultats de ce chapitre dans le cas du Malawi a montré les implications importantes pour le pays (Douillet et Pauw 2012).

Mais à notre connaissance, il n'existe pas d'estimation empirique permettant de comparer les effets distributifs des différents accords commerciaux au sein du pays, ni avec les effets de la politique agricole actuelle ou celle envisagée.

1. L'économie du Malawi

Afin d'être en mesure d'analyser les impacts des différentes politiques sur le Malawi, une nouvelle Matrice de comptabilité sociale (SAM) a été construite récemment (Douillet, Pauw, Thurlow, à paraître), représentant l'économie du Malawi en 2007.

En 2007, l'agriculture représente 32,3 % du PIB total au Malawi, la majorité de la valeur ajoutée étant générée par les cultures, principalement le maïs. La SAM permet de mettre en évidence la dépendance de la structure d'exportation du pays à quelques cultures : bien que le tabac ne contribue qu'à 0,71 % du PIB national, il génère une quantité disproportionnée des recettes d'exportation du pays (16,2 %). Une autre caractéristique du pays est qu'il transforme très peu ses cultures d'exportation comme le sucre ou l'arachide qui génèrent 6,3 % du PIB total.

Le SAM identifie 54 secteurs (présentés en Annexe 1) : 23 agricoles regroupant 19 types de cultures, 2 d'élevage, la pêche et la foresterie ; pour les secteurs industriels un secteur minier, 16 secteurs manufacturiers dont 7 secteurs agro-alimentaire, 2 types de services publics et un secteur de construction ; et 11 secteurs de services différents comprenant 8 services privés et 3 types de services publics.

En ce qui concerne l'inclusion de données sur les ménages, nous nous basons encore sur l'Enquête intégrée sur les ménages (IHS2) de 2004-05 (NSO 2005) car au moment de la

rédaction de cette thèse, la nouvelle enquête sur les ménages (IHS3) n'avait pas encore été rendue publique. Selon les données de l'IHS2, 90 % des ménages au Malawi sont tributaires de l'agriculture pour une partie de leur revenu et 52,4 % d'entre eux sont sous le seuil de pauvreté de US \$ 115 par personne et par an en 2005. Sur la base des estimations de l'enquête démographique et sanitaire du Malawi (NSO 2010), nous supposons que le taux de pauvreté a chuté à 40 % en 2007.

Dans notre SAM, les ménages au Malawi sont divisés en 70 groupes selon la taille de la terre qu'ils cultivent (petite, moyenne, et grande échelle), où ils vivent (rural / urbain, et régions Nord, Centre ou Sud) et au quintile de dépenses auquel ils appartiennent. Une analyse approfondie des profils moyens de subsistance des ménages au Malawi (MVAC 2005) a montré que l'emplacement et la taille des exploitations agricoles cultivées et des actifs possédés (animaux d'élevage) sont d'importants facteurs discriminants entre les ménages. Cette influence de la surface cultivée s'explique par le fait que le Malawi est le troisième pays le plus peuplé en Afrique subsaharienne, avec 2,3 personnes par hectare de terre agricole en milieu rural, contre 0,4 pour le sous-continent dans son ensemble. Ainsi la taille des terres cultivées, leur emplacement et les conditions agro-écologiques sont d'importants déterminants des modes de culture. D'autres facteurs plus complexes, tels que la saisonnalité de l'accès au travail rémunéré en dehors de l'agriculture, et les difficultés d'accès au crédit et aux intrants, la proximité des marchés, et la sensibilité et la vulnérabilité au risque expliquent mieux les comportements des ménages en réaction à des chocs politiques exogènes, mais leur prise en compte dans les modèles EGC est encore limitée en raison des contraintes de données et de limites techniques (Dorward et al. 2004).

Bien que tous les ménages agricoles consacrent une partie de leurs terres aux cultures vivrières pour leur propre consommation, et que la plupart soient presque autosuffisants en maïs, tous sont acheteurs nets sur les marchés pour une partie de leur alimentation. Près d'un tiers de la population doit avec recours au *ganuy* (travail agricole journalier) entre deux à six mois par an pour gagner un revenu suffisant pour acheter son alimentation (MVAC 2005). La part des dépenses consacrées à l'alimentation va de 67 % des dépenses totales pour les quintiles les plus pauvres à 44 % pour le plus riche. Bien que les systèmes de cultures soient différents selon les types de ménages, tous les groupes d'agriculteurs dans la SAM consacrent une partie de leurs terres au maïs et au tabac, même si le tabac tend à être concentré géographiquement dans les régions à fort potentiel agronomique plutôt situées dans la zone centrale (Banque mondiale 2009).

2. La modélisation des réformes politiques

Comme dans Anderson, Cockburn et Martin (2010), la méthodologie suivie consiste à mettre en œuvre les réformes de politique intérieure dans un modèle national d'équilibre général calculable représentant le Malawi lié à des données d'enquêtes-ménages pour produire des estimations de changement dans la pauvreté. Les chocs des réformes des politiques commerciales mondiales, simulés dans un modèle d'équilibre général mondial, sont transmis au modèle national. Le modèle EGC national que nous utilisons est basé sur le modèle standard de l'IFPRI développé par Löfgren (2001) et la version développée ultérieurement dans Pauw, Thurlow et van Seventer (2010). Le modèle est calibré sur la Matrice de comptabilité sociale (SAM) décrite ci-dessus (Douillet, Pauw et Thurlow à paraître)

Les effets des politiques agricoles domestiques sont modélisés de façon très basique par une augmentation de la productivité des activités ciblées par ces politiques. Les effets des accords commerciaux sont modélisés en imposant les chocs de prix et de demande d'exportation pour le Malawi tirés du modèle mondial sur le modèle national. Il existe différentes façons de transmettre les résultats d'un modèle EGC mondiale comme MIRAGE à un modèle EGC national. Comme Hertel et Winters (2006) et Anderson, Cockburn et Martin (2010), nous adoptons l'approche développée par Horridge et Zhai (2006) en modifiant la fonction de demande des produits exportés par le Malawi dans le modèle national (et donc en relâchant l'hypothèse que le Malawi est un petit pays qui n'influence pas les prix mondiaux).

Enfin, les effets de ces chocs sur la consommation des ménages types dans le modèle national sont transmis aux ménages de l'enquête ménage, et les indicateurs de pauvreté classiques sont calculés. Dans notre analyse de la pauvreté, plutôt que de supposer que la pauvreté est restée inchangée depuis 2005, nous changeons artificiellement le seuil de pauvreté pour reproduire le niveau de pauvreté de 40 % estimé officiellement pour 2007 (MDHS 2010). Notre analyse portera sur les changements dans la pauvreté plutôt que les niveaux absolus, qui ne devraient donc pas être affectés par cette hypothèse.

Nos scénarios de politique agricole sont inspirés de Bénin et al. (2008) et surtout de Ecker, Breisinger et Pauw (2011) qui ont supposé une trajectoire de croissance légèrement plus conservatrice que les comptes nationaux depuis 2005 et trouvent une augmentation de la production agricole proche des statistiques officielles (tels que rapporté par MOAFS 2010a), ainsi qu'une croissance de 7,2 % du PIB, tirée par une forte croissance du secteur céréalière (16,5 %). Les scénarios d'accord commerciaux sont ceux du chapitre II.

Le tableau III.1. résume les principaux scénarios.

TABLEAU III.1 – THE SCENARIOS MODELED

Scenario	Description
<i>Investissement sectoriel dans l'agriculture au Malawi</i>	
1. "FISP"	Reproduction de la croissance sectorielle des comptes nationaux (NSO 2010) : la productivité des petits exploitants augmente de 20 % pour le maïs, 3 % pour le tabac et 3 % pour les cultures horticoles.
2. « ASWAP »	Croissance plus large des secteurs agricoles : la productivité des petits exploitants augmente de 10 % pour le maïs et les tubercules, de 8 % pour les autres céréales, 5 % pour le tabac, et les cultures horticoles, et 4 % pour les transports et le commerce.
<i>Intégration régionale</i>	
3. « Reg FTA »	Constitution de quatre accords de libre échange sub-continentaux en ASS: Elimination complète de toutes les barrières tarifaires entre les pays d'un même accord. Le Malawi appartient à l'accord d'Afrique australe.
4. « SSA FTA »	Constitution d'un accord de libre échange pour tous les pays d'ASS: Elimination complète de toutes les barrières tarifaires entre les pays d'ASS.
<i>Libéralisation multilatérale</i>	
5. « DDA »	Conclusion des négociations de Doha: réduction multilatérales des tarifs consolidés pour tous les pays sauf les pays les moins avancés (dont le Malawi) suivant les modalités de Décembre 2008.
6. « DFQF »	Elimination complète de toutes les barrières tarifaires par les pays de l'OCDE, plus le Brésil, la Chine et l'Inde sur les importations en provenance des pays les moins avancés dont le Malawi.
7. « DDA+DFQF »	Réduction tarifaires combinées des scénarios DDA et DFQF ci-dessus.

3. Les résultats et leur discussion

Il existe plusieurs limites intrinsèques au choix de notre outil de modélisation. Tout d'abord, les résultats du modèle mondial pour le Malawi ont comme défaut principal d'être basés sur une Matrice de comptabilité sociale du Malawi datant d'environ 10 ans (problème récurrent avec les données des pays en développement dans la base de données GTAP malgré des efforts d'actualisation importants, car peu de matrice plus récentes sont mises à disposition). Ce problème est partiellement comblé par le fait que dans le modèle national nous utilisons une matrice de 2007, la plus récente existant. De plus, le fait de ne pas modéliser le coût financier des politiques agricoles et de supposer un choc de productivité direct et exogène rend impossible l'analyse cout-bénéfice de ces mesures politiques. Enfin, il existe les mêmes limites que présentées dans le chapitre II sur les hypothèse du modèle mondial pour le modèle national dont certaines tendent à sous-estimer les effets des réformes

politiques (statique) et d'autres tendent au contraire à les surestimer (sous-emploi, mobilité presque parfaite des facteurs de production). Ces hypothèses sont standards et comme rappelé par Anderson, Cockburn et Martin (2010), la plupart sont nécessaires en raison de données empiriques insuffisantes, de limites techniques ou de manque de consensus sur la façon de modéliser différemment les comportements d'investissement, la croissance de la productivité induite par la libéralisation commerciale, l'hétérogénéité des entreprises, etc.. Néanmoins, contrairement à Anderson, Cockburn et Martin (2010) nous ne pensons pas que nos résultats « *sous-estiment grossièrement le potentiel de réduction de la pauvreté de la libéralisation commerciale* » (Partie I Introduction p13). Certaines de ces hypothèses sont neutres sur la comparaison entre politique agricole et politique commerciale, celles qui se sont révélées comme ayant un effet sont intégrées dans la discussion sur les résultats ci-dessous.

En comparant les effets des scénarios commerciaux, on trouve que les scénarios d'intégration multilatérale avec le « DFQF » produisent plus de croissance du PIB et réduisent mieux la pauvreté nationale que l'intégration régionale, respectivement une croissance du PIB de 0.11 % pour « DFQF » contre 0.06 % pour « SSAT FTA », et une réduction de la pauvreté de 13,6 % contre 1,7 %. Mais la croissance plus élevée de l'intégration multilatérale est très dépendante des hypothèses du modèle, en particulier de l'hypothèse de sous-emploi de la main d'œuvre non qualifiée dans le modèle national. Sans cette hypothèse, les gains à la libéralisation multilatérale sont équivalents à ceux de l'intégration régionale. Mais l'effet du « DFQF » est d'augmenter l'emploi dans la production de tabac. Or en réalité, comme dans tous les pays agricoles, la main-d'œuvre excédentaire au Malawi est très saisonnière, et sa disponibilité dépend donc de la saisonnalité respective de la nouvelle activité proposée. Le tabac est une culture très intensive en main d'oeuvre, en particulier au stade de la cueillette et le traitement, qui a lieu au moment même où les cultures vivrières principales nécessitent d'être désherbées, fertilisées, et endiguées. Par conséquent, les gains liés à l'hypothèse de sous emploi pour le scénario « DFQF » sont très peu probables.

L'intégration régionale permet une réduction de la pauvreté équilibrée au sein de la population bénéficiant autant aux agriculteurs les plus pauvres et ceux qui possèdent moins de terre qu'aux autres, alors que l'intégration multilatérale réduit deux fois moins la pauvreté pour les plus pauvres. Les plus pauvres et ceux ayant moins de surfaces produisent en effet plus de cultures vivrières qui alimentent les marchés régionaux mais sont peu exportées hors de l'Afrique sub-saharienne. Ces résultats confortent, en tendance, l'intuition de l'analyse du chapitre I que les gains économiques de l'intégration régionale sont loin d'être négligeables et

qu'ils pourraient, sous certaines hypothèse, se révéler équivalents à ceux de l'intégration multilatérale.

Le scénario d'intégration multilatérale conduit le Malawi à se spécialiser davantage dans la production et l'exportation de tabac, seul produit pour lequel le pays est compétitif au niveau mondial. L'accès aux marchés régionaux permet au contraire au Malawi de diversifier ses exportations et d'offrir ainsi des débouchés plus diversifiés à ses agriculteurs. Ces résultats dépendent de la composition initiale des produits et de la compétitivité relative des autres exportateurs à qui est accordé le même accès au marché.

En regardant l'impact au niveau des ménages, la croissance générée par les politiques commerciales favorise les ménages les plus liés aux marchés, qui consacrent les plus grandes surfaces aux cultures d'exportation. Ce sont aussi les ménages possédant le plus de terre, malgré le fait que même les ménages les plus pauvres cultivent la principale culture d'exportation, le tabac. Ce résultat est encore plus marqué en comparant les effets redistributifs de l'intégration commerciale avec ceux de politiques agricoles stimulant la productivité agricole. En effet, les réformes commerciales ont une élasticité de réduction de la pauvreté par rapport à la croissance plus importante. Cependant, étant donné que les effets sur la croissance globale dépendent de la capacité du Malawi à profiter de l'accès au marché apporté par l'intégration commerciale, et que la seule culture pour laquelle le pays est compétitif au niveau mondial est le tabac, l'effet des politiques commerciales sur la croissance économique nationale est beaucoup plus faible que celui des politiques agricoles visant directement à accroître la productivité agricole (avec un taux de croissance du PIB de 1,40 et 3,34 et un taux de réduction de la pauvreté de 5,3 et 9,4 respectivement pour le « FISP » et l'« ASWAp »). Les tests de sensibilité des modèles tendent à montrer que cette différence entre les effets redistributifs des politiques commerciales et agricoles aurait tendance à se creuser si les facteurs étaient moins mobiles et si les producteurs répondaient moins aux incitations que dans le modèle.

De plus, toutes autres choses étant égales par ailleurs, le fait de changer la forme de la demande d'exportation conduit à diminuer de 30% les effets des politiques agricoles modélisées sur la réduction de la pauvreté. Mais le modèle IFPRI standard auquel on ne change pas la fonction de demande n'est pas adapté pour simuler l'impact de l'intégration régionale, car il ne prend en compte que l'effet de la baisse des prix et non l'augmentation de la demande, et conduit à sous-estimer le potentiel de croissance du PIB et la réduction de la

pauvreté de l'intégration régionale, et combiné avec la perte de recettes douanières conduit même à un impact négatif sur le PIB, et la pauvreté.

Par conséquent, même s'il existe une incertitude sur les résultats des simulations de ce chapitre liée à la qualité des données et aux hypothèses des modèles utilisés, il apparaît clairement que toutes les réformes ne permettent pas de réduire aussi efficacement la pauvreté des petits agriculteurs, qui constituent la majorité des personnes pauvres et vulnérables en Afrique sub-saharienne.

ANNEXE A

TABLE III.A.1 – SECTEURS DANS LA MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE DU MALAWI DE 2007

No	Code	Description	No	Code	Description
<u>Agriculture</u>					
1	mloc	Maize (smallholder local)	13	hort	Horticulture
2	mcom	Maize (smallholder composite)	14	tobs	Tobacco (smallholder)
3	mhyb	Maize (smallholder hybrid)	15	tobe	Tobacco (estate)
4	mest	Maize (estate)	16	cott	Cotton
5	rice	Rice	17	sugr	Sugarcane
6	ocer	Other cereals	18	oexp	Other export crops
7	cass	Cassava (smallholder)	19	seed	Seed production and distribution
8	case	Cassava (estate)	20	live	Livestock
9	pots	Other roots (smallholder)	21	poul	Poultry
10	pote	Other roots (estate)	22	fore	Forestry
11	puls	Pulses and oilseeds (smallholder)	23	fish	Fisheries
12	pule	Pulses and oilseeds (estate)			
<u>Industrie</u>					
24	mine	Mining	35	fert	Fertilizer
25	meat	Meat processing	36	chem	Chemicals
26	gmll	Grain milling	37	nmet	Non-metals
27	sref	Sugar refining	38	metl	Metals
28	ptea	Tea processing	39	mach	Machinery and vehicles
29	food	Other food processing	40	oman	Other manufacturing
30	beve	Beverages	41	cons	Construction
31	ptob	Tobacco curing and processing	42	elec	Electricity
32	text	Textiles and clothing	43	watr	Water
33	wood	Wood and paper			
34	petr	Petroleum			
<u>Services</u>					
44	trad	Retail and wholesale trade	50	real	Real estate
45	hotl	Hotels and catering	51	gsrv	Government administration
46	tran	Transport and storage	52	educ	Education
47	comm	Communication and post	53	heal	Health
48	fsrv	Financial services	54	osrv	Other private services
49	bsrv	Business services			

Source: Matrice de compatibilité sociale du Malawi 2007 (Douillet, Pauw and Thurlow à paraître)

Conclusion générale

Cette thèse a procédé à une analyse comparative des politiques commerciales et agricoles en Afrique sub-saharienne, en se concentrant sur la "cohérence des politiques pour le développement". La conclusion générale vise dans un premier temps à résumer les principaux résultats de la thèse et dans un second temps à présenter quelques pistes de recherche qui lui sont directement liés, en se concentrant le même outil économique utilisé.

1. Les principaux résultats

Après un rappel des politiques mises en œuvre historiquement dans la région, analysées à travers le prisme de l'histoire de la pensée économique, elle a exploré les débats sur le rôle de l'agriculture, des politiques commerciales et du recours à l'intervention publique dans les stratégies de développement. Sans prétendre régler les controverses, l'analyse a conclu à l'intérêt de hiérarchiser les réformes politiques possibles en fonction de leurs impacts différents sur l'agriculture et la croissance économique, puis met en avant la nécessité de les articuler dans le temps en fonction du contexte particulier de chaque pays. La thèse se concentre ensuite sur une analyse comparative ex-ante des options commerciales pour l'Afrique sub-saharienne. Elle les décrit et les évalue en utilisant la modélisation en équilibre général calculable, technique qui permet d'appréhender les croissances des différents secteurs de l'économie et leurs interactions.

Le chapitre I illustre quelques faits stylisés sur le commerce agricole de l'Afrique subsaharienne à partir d'indicateurs clés et met en lumière les principaux défis et opportunités au vu de l'évolution des marchés agricoles mondiaux et des accords commerciaux en cours de négociation. Il montre en particulier que l'Afrique subsaharienne est l'une des régions du monde les plus dépendantes du commerce extérieur et notamment du commerce agricole dans les pays les moins bien dotés en ressources naturelles. Ainsi le nouveau contexte de hausse et de volatilité des prix agricoles mondiaux est un sujet de préoccupation croissant, exacerbé dans les pays les plus pauvres qui sont aussi les plus vulnérables aux chocs. Bien que l'intérêt d'une intégration économique régionale en Afrique ait rarement été soutenu par la littérature économique, l'analyse des barrières tarifaires et non tarifaires existantes démontrent la grande marge de progrès qui existe au niveau régional autant qu'au niveau multilatéral. De plus, l'évolution du contexte économique offre de nouveaux arguments économiques en faveur de

l'intégration économique régionale en Afrique: le continent serait en position privilégiée pour répondre à sa propre demande en pleine expansion et l'intégration régionale offrirait une protection contre les effets de la crise économique mondiale.

Le chapitre II montre l'utilité des modèles d'équilibre général calculable mondial pour comparer intégration régionale et intégration multilatérale, en considérant l'impact de ces stratégies sur le produit intérieur brut, le bien-être et la distribution sectorielle de la croissance. Le chapitre III est une étude de cas sur le Malawi, petit pays enclavé très fortement peuplé, pauvre en ressources naturelles mais doté d'un potentiel agricole favorable, et où le tabac, principale culture d'exportation, est cultivé par toutes les catégories d'agriculteurs. Dans ce chapitre, le modèle global est lié à un modèle national et des enquêtes ménages, ce qui permet de comparer les effets distributifs des politiques commerciales et des politiques agricoles sur la pauvreté.

Les résultats de la thèse permettent de conclure que l'intégration économique au niveau régional pourrait apporter des gains substantiels à l'Afrique sub-saharienne.

En effet, les simulations mondiales du chapitre II montrent qu'une intégration régionale ambitieuse pourrait apporter autant à l'Afrique sub-saharienne, qu'une intégration multilatérale en termes de croissance du produit intérieur brut, du bien-être, et du volume d'exportations agricoles. Dans le chapitre III, les simulations indiquent que les scénarios d'intégration multilatérale produisent plus de croissance et réduisent globalement mieux la pauvreté que ceux d'intégration régionale. Ces derniers permettent cependant une réduction de la pauvreté plus équilibrée au sein de la population car ils font aussi bénéficier les agriculteurs les plus pauvres et ceux qui possèdent moins de terre. Ces catégories produisent en effet plus de cultures vivrières qui alimentent les marchés régionaux mais sont peu exportées hors de l'Afrique sub-saharienne. D'autre part, comme la croissance plus élevée de l'intégration multilatérale est très dépendante des hypothèses du modèle, compte tenu par ailleurs des hypothèses simplificatrices théoriques, du manque d'exhaustivité et de l'incertitude sur les données, ces résultats ne sont pas une démonstration absolue, mais confortent, en tendance, l'intuition de l'analyse du chapitre I que les gains économiques de l'intégration régionale sont loin d'être négligeables et qu'ils pourraient, sous certaines hypothèses, se révéler équivalents à ceux de l'intégration multilatérale.

Les simulations des chapitres II et III montrent que les scénarios d'intégration multilatérales encouragent la poursuite de la spécialisation de l'Afrique subsaharienne dans les

exportations de produits agricoles bruts. Cette tendance n'est pas cohérente avec l'objectif pour les pays d'Afrique subsaharienne de non seulement diversifier leurs exportations, mais aussi leurs destinations et surtout, de capter localement une plus grande part de la valeur ajoutée. Les simulations montrent que l'intégration régionale favorise au contraire le commerce de produits à des stades de transformation plus avancés et captent ainsi une part plus importante de cette valeur ajoutée. Le chapitre III l'illustre : le scénario d'intégration multilatérale conduit le Malawi à se spécialiser davantage dans la production et l'exportation de tabac, seul produit pour lequel le pays est compétitif au niveau mondial. L'accès aux marchés régionaux permet au Malawi de diversifier ses exportations et d'offrir ainsi des débouchés plus diversifiés à ses agriculteurs. Ces résultats dépendent de la composition initiale des produits et de la compétitivité relative des autres exportateurs à qui est accordé le même accès au marché. Les résultats des simulations montrent ainsi que le seul moyen pour l'intégration multilatérale, même dans un scénario d'accès au marché préférentiel très avantageux offrant un accès en franchise de droits et de quotas pour les pays les moins avancés, de permettre une industrialisation tirée par l'agriculture est pour les pays d'Afrique sub-saharienne de commencer par accroître leur compétitivité. Or, l'intégration régionale pourrait être un moyen de stimuler cette compétitivité, car elle permettrait à la plupart des pays de combiner une augmentation du volume des exportations avec l'accroissement de la transformation de leurs exportations agricoles, permettant ainsi un apprentissage industriel par la pratique.

Cette thèse montre aussi que les gains des réformes commerciales sont inégalement répartis en faveur des plus riches. Le chapitre II attire l'attention sur la concentration des gains à la libéralisation commerciale dans quelques pays, souvent les plus compétitifs tels que l'Afrique du Sud et le Nigeria. En regardant l'impact au niveau des ménages dans le cas du Malawi, le chapitre III montre que la croissance générée par les politiques commerciales favorise les ménages les plus liés aux marchés, qui consacrent les plus grandes surfaces aux cultures d'exportation. Ce sont aussi les ménages possédant le plus de terre, malgré le fait que même les ménages les plus pauvres cultivent la principale culture d'exportation, le tabac. Ce résultat est encore plus marqué en comparant les effets distributifs de l'intégration commerciale avec ceux de politiques agricoles stimulant la productivité agricole. En effet, les réformes commerciales ont une élasticité de réduction de la pauvreté par rapport à la croissance plus importante. Cependant, étant donné que les effets sur la croissance globale dépendent de la capacité du Malawi à profiter de l'accès au marché apporté par l'intégration

commercial, et que la seule culture pour laquelle le pays est compétitif au niveau mondial est le tabac, l'effet des politiques commerciales sur la croissance économique nationale est beaucoup plus faible que celui des politiques agricoles visant directement à accroître la productivité agricole. Les tests de sensibilité des modèles tendent à montrer que cette différence entre les effets distributifs des politiques commerciales et agricoles aurait tendance à se creuser si les facteurs étaient moins mobiles et si les producteurs répondaient moins aux incitations que dans le modèle.

Par conséquent, même s'il existe une incertitude sur les résultats des simulations de la thèse liée à la qualité des données et aux hypothèses des modèles utilisés, il apparaît clairement que toutes les réformes ne permettent pas de réduire aussi efficacement la pauvreté des petits agriculteurs, qui constituent la majorité des personnes pauvres et vulnérables en Afrique sub-saharienne.

2. Quelques pistes de recherche

En ce qui concerne les pistes de recherche futures, l'analyse de ces questions avec des outils économiques différents apporterait énormément d'éléments complémentaires. Ce sont néanmoins les extensions possibles avec des modèles en équilibre général calculable qui sont présentés ici.

Les simulations réalisées peuvent être améliorées à différents niveaux, étant donné que des nouvelles données plus récentes et des versions plus avancées des modèles sont développées constamment. Par exemple, un module permettant une analyse de sensibilité systématique (Laborde et Valin 2011) serait extrêmement utile considérant le nombre important de paramètres sur lesquels il y a une incertitude importante. Plus de test de robustesse donnerait plus d'information sur les limites des implications politiques à tirer de ces résultats et aiderait à identifier les paramètres dont il est le plus urgent d'améliorer l'estimation.

Les données économiques et tarifaires pourraient être mises à jour grâce à l'utilisation des données plus récentes de GTAP 8 (Aguiar, Mcdougall et Narayanan 2012), MAcMaps 2007 (Guimbard, Jean, Mimouni et Minot. 2012) et l'Integrated Household Survey 3 de Malawi publiées récemment. La mise à jour de la SAM du Malawi avec la nouvelle enquête ménage publiée en mai 2012 est déjà en cours. Même s'il est toujours mieux d'avoir les

données les plus récentes, cependant ce serait avec des données sur les coûts au commerce et les distorsions aux commerces qui amélioreraient la robustesse de nos conclusions.

L'utilisation de MIRAGE Households, la nouvelle version de MIRAGE développée par l'IFPRI (Bouët, Estrades et Laborde 2011) ou le Global Income Distribution Dynamics GIDD (Bussolo, de Hoyos et Medvedev 2010), qui intègrent directement des données à l'échelle des ménages pour certains pays, donnerait plus de profondeur sur les questions redistributives. Evidemment cela dépendrait de la disponibilité des enquêtes ménages pour nos pays d'intérêts.

D'autres enjeux du développement dans les pays d'Afrique sub-saharienne telle que la sécurité alimentaire, la durabilité environnementale et les inégalités de genre. Cela nécessite des modules spécifiques à adosser aux modèles, comme cela est fait dans le modèle de la Banque Mondiale MAMS (Maquette for MDG Simulations) qui s'intéressent aux Objectifs du Millénaire du Développement (Lofgren 2009).

En termes de scénarios, des scénarios d'intégration régionale plus réalistes devraient être construits, qui suivraient notamment plus fidèlement les différentes étapes d'intégration négociées par les différentes communautés économiques.

En ce qui concerne le chapitre III, la politique agricole actuelle du Malawi pourrait être simulée plus fidèlement dans le but de permettre une analyse coût-bénéfice, et une analyse du coût d'opportunité de ne pas passer à une autre politique. C'est un projet en cours.

Finalement, deux éléments du nouveau contexte agricole mondial sont la volatilité des prix et la variabilité climatique qui ont commencé à être pris en compte dans la modélisation en équilibre général (Pauw, Thurlow et van Seventer 2011, Verma, Hertel et Valenzuela 2011).

Plus généralement, l'amélioration de la modélisation de l'offre dans les modèles d'équilibre général calculable est indispensable pour mieux étudier les conditions de développement de l'agriculture dans les pays en développement. Des typologies des ménages plus détaillées, des prédictions comportementales améliorées en particulier sur les changements d'utilisation des technologies et des moyens de production, la prise en compte de l'incomplétude de marché des crédits et intrants et leurs impacts, permettraient de mettre en évidence les raisons pour lesquelles l'amélioration des incitations des prix n'est généralement pas suffisant pour augmenter la production. Cet agenda de recherche dépasse largement l'équilibre général calculable.

Une recherche améliorée devrait avoir pour objectif d'identifier les goulets d'étranglements et de déterminer les interventions politiques nécessaires pour améliorer la capacité des producteurs à répondre aux incitations de marché.

Références bibliographiques

(Du manuscrit de thèse complet)

- ADELMAN I. 1984. "Beyond export-led growth". *World Development*, 12(9), 937-949.
- ADESINA A. 2010. "Conditioning trends shaping the agricultural et rural landscape in Africa". *Agricultural Economics*, 41: 73-82.
- AGUIAR A., R. MCDOUGALL et B. NARAYANAN G. (Eds). 2012. *Global Trade, Assistance, et Production: The GTAP 8 Data Base*, Center for Global Trade Analysis, Purdue University.
- AKSOY M. A., et B. HOECKMAN. 2010. *Food prices et rural poverty*. Washington DC: The World Bank.
- ANANIA G. 2009. "EU economic partnership agreements et WTO negotiations. A quantitative assessment of trade preference granting et erosion in the banana market". *Food Policy* 35 (2010) 140-153
- ANDERSON K. 2009. 'Five Decades of Distortions to Agricultural Incentives', Ch. 1 in K. Anderson (ed.), *Distortions to Agricultural Incentives: A Global Perspective, 1955-2007*, London: Palgrave Macmillan et Washington DC: The World Bank.
- ANDERSON K. et W. MASTERS. 2009. *Distortions to Agricultural Incentives in Africa*. Washington DC: The World Bank.
- ANDERSON K. et W. MARTIN (eds) 2006. *Agricultural trade reform et the Doha Development Agenda*. Washington, D.C.: The World Bank.
- ANDERSON K. et E. VALENZUELA. 2008. "Estimates of Global Distortions to Agricultural Incentives, 1955-2007."
- ANDERSON K., J. COCKBURN et W. MARTIN. (eds) 2010. *Agricultural Distortions, Inequality et Poverty*. Washington DC: The World Bank.
- ANDERSON K., W. MARTIN, et D. VAN DER MENSBRUGGHE. 2006. "Would Multilateral Trade Reform Benefit Sub-Saharan Africans?". *Journal of African Economies* 15(4): 626-670.
- ARNADE C. et U. VASAVADA .1995. "Causality between productivity et exports in agriculture: Evidence from Asia et Latin America", *Journal of Agricultural Economics*, (46):174-186.
- BAIROCH P. 1973. *Urban unemployment in developing countries: The nature of the problem et proposals for its solution*. Geneva: International Labour Office.
- BALASSA B. 1971. *The Structure of Protection in Developing Countries*. Baltimore: The Johns Hopkins Press.
- BALASSA B. 1978. "Exports et Economic Growth: Further Evidence," *Journal of Development Economics*, (5): 181-189.
- BALDWIN R. 2008. *Big-think regionalism: a critical survey*. NBER Working paper 14056.
- BALDWIN R. E. 1997. Review of theoretical developments on regional integration, in Oyejide A, Elbadawi I et Collier P (eds.) *Regional Integration et Trade Liberalization in sub-Saharan Africa*. Volume 1: Framework, Issues et Methodological Perspectives. London: Macmillan Press Ltd: 24-88.
- BALDWIN R. E. 2003. Openness et growth: What's the empirical relationship? In Baldwin R. E. et Winters A. L. (eds) *Challenges to Globalization: Analyzing the Economics*. Chapter 13. Chicago: University of Chicago Press.
- BALDWIN R., A. VENABLES, 1995. "Regional economic integration," *Handbook of International Economics*, in: G. M. Grossman & K. Rogoff (ed.), *Handbook of International Economics*, edition 1, volume 3, chapter 31, pages 1597-1644 Elsevier.
- BARRETT C.B. 2008. *Smallholder Market Participation: Concepts et Evidence from Eastern et Southern Africa*. *Food Policy* 33(4), 299-317.
- BEAVOGUI M. 2005. Coherence of international trade liberalization policy with the objective of rural poverty reduction: listening to the views of the rural people in Sub-Saharan Africa. Paper presented at the Global Forum on agriculture "Policy Coherence for Development" 30 November-1 December, Paris, France.
- BENIN S., THURLOW J., DIAO X., McCOOL C. et SIMTOWE F. 2008. *Agricultural Growth et Investment Options for Poverty Reduction in Malawi*. IFPRI Discussion Paper 794. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- BERAZNEVA J. et R. LEE D 2011. *Explaining the African Food Riots of 2007-2008: An Empirical Analysis*. Cornell University, Ithaca, New York
- BERG A. et A. O. KRUEGER. 2003. *Trade, Growth, et Poverty: A Selective Survey* IMF Working Paper. Washington DC: International Monetary Fund.

- BERISHA-KRASNIQI V., A. BOUËT. et S. MEVEL. 2008. Economic partnership agreements between the European Union et African, Caribbean, et Pacific Countries: What is at stake for Senegal, IFPRI discussion papers 765. Washington DC: International Food Policy Research Institute
- BERISHA-KRASNIQI V., A. BOUËT. D. LABORDE et S. MEVEL. 2008. The Development Promise: Can the Doha Development Agenda Deliver for Least-Developed Countries? IFPRI Briefing note No. 14. Washington DC: International Food Policy Research Institute
- BEZEMER D. et D. HEADEY, 2008. "Agriculture, Development, et Urban Bias," *World Development*, 36(8):1342-1364, August.
- BHAGWATI J. 1978. Foreign Trade Regimes et Economic Development: Anatomy et Consequences of Exchange Control Regimes, New York: National Bureau of Economic Research.
- BHAGWATI J. 1993. "Regionalism et multilateralism: an overview," in J. de Melo et A. Panagariya (Eds) *New Dimensions in Regional Integration*. Cambridge: Cambridge University Press.
- BHAGWATI J. et T.N. SRINIVASAN. 2002. "Trade et Poverty in the Poor Countries", *The American Economic Review*, 92(2):180-83.
- BHAGWATI J. N. .1969. *Trade, Tariffs et Growth*, Cambridge, MA: MIT Press.
- BHAGWATI J. N. 1991. "The World Trading System at Risk." *Harvester Wheatsheaf*: Hemel Hempstead.
- BHAGWATI J., A. LEHMAN et A. PANAGARIYA. 1996. "Preferential Trading Areas et Multilateralism: Strangers, Friends or Foes?" In Bhagwati et Panagariya (eds) *The Economics of Preferential Trade Agreements*. Washington DC: AEI Press.
- BHORAT H., HANIVAL R., KANBUR R., 2006. "Poverty, Trade et Growth in Africa" *Journal of African Economies*, 15(4): 505-509
- BIGSTEN, A., P.COLLIER, S. DERCON, M. FAFCHAMPS, B. GAUTHIER, J.W. GUNNING, A. ODURO, R. OOSTENDORP, C. PATTILLO, M. SÖDERBOM, F. TEAL et A. ZEUFACK. 2004. "Do African Manufacturing Firm Learn from Exporting?" *Journal of Development Studies*, 40(3): 115-141.
- BINSWANGER H. P. et K. DEININGER .1997. "Explaining agricultural et agrarian policies in developing countries". *Journal of Economic Literature*, 35(4), 1958–2005.
- BOUET A., et D. LABORDE. 2009. Market Access versus Domestic Support: Assessing the relative impacts on developing countries' agriculture, in A. Elbehri, et A. Sarris, eds., *Non-Distorting Farm Support to Enhance Global Food Production*, Rome, Food et Agricultural Organization of the United Nations.
- BOUET A., et D. LABORDE. 2010. "Eight Years of Doha Trade Talks: Where Do We Stand?" *Estey Centre Journal of International Law et Trade Policy* 11 (2): 349–370.
- Bouët A., et D. Laborde. 2011. "Duty Free, a Round for Free et the Least-Developed Countries". In *Unfinished business ? The WTO Doha's Agenda*. Edited by W.Martin et A.Mattoo. Washington DC: The World Bank et London: Centre for Economic Policy Research. Chapter 6:145-178.
- BOUET A., C. ESTRADES et D. LABORDE. 2011. "Households heterogeneity in a global CGE Model: an illustration with the MIRAGE poverty module", Paper presented at 14th Annual Conference on Global Economic Analysis, Venice, Italy. 2011.
- BOUËT A., D. LABORDE, E. DIENESCH, et K. ELLIOTT. 2010. The Costs et Benefits of Duty-Free, Quota-Free Market Access for Poor Countries: Who et What Matters? CATT WP No. 11. Pau : Centre d'analyse théorique et de traitement des données économiques de l'Université de Pays et des Pays de l'Adour.
- BOUËT A., FONTAGNÉ L., et S. JEAN. 2006. "Is Erosion of Preferences a Serious Concern? ", in Agricultural K. Anderson et W. Martin (eds) *Trade reform et the Doha Development Agenda*, Chapter 6: 161-192. Washington, D.C.: Oxford University Press et The World Bank.
- BOUËT A., J.-C. BUREAU, Y. DECREUX et S. JEAN. 2005. "Multilateral Agricultural Trade Liberalization: the Contrasting Fortunes of Developing Countries", *The World Economy*, 28(9): 1329-1354.
- Bouët A., J.-C. Bureau, Y. Decreux, et S. Jean. 2005. "Multilateral Agricultural Trade Liberalization: The Contrasting Fortunes of Developing Countries." *World Economy* 28 (9): 1329–1354.
- BOUET A., LABORDE D., DIENESCH E. et ELLIOTT K., 2010. The Costs et Benefits of Duty-Free, Quota-Free Market Access for Poor Countries: Who et What Matters? CATT WP No. 11. Pau : Centre d'analyse théorique et de traitement des données économiques de l'Université de Pays et des Pays de l'Adour.
- BOUËT A., LABORDE DEBUCQUET D., DIENESCH E., et K. ELLIOTT. 2010. The Costs et Benefits of Duty-Free, Quota-Free Market Access for Poors Countries: Who et What Matters?, CATT WP No. 11.

- BOUËT A., MISHRA S. et D. ROY. 2008. Does Africa Trade Less than It Should, et If So, Why? The Role of Market Access et Domestic Factors. IFPRI Discussion Paper 00770. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- BOUËT A., S. MEVEL, et D. ORDEN. 2007. "More or Less Ambition in the Doha Round: Winners et Losers from Trade Liberalization with a Development Perspective." *World Economy* 30 (8): 1253–1280.
- Bouët A., Y. Decreux, L. Fontagné, S. Jean, et D. Laborde. 2008. "Assessing Applied Protection across the World." *Review of International Economics* 16 (5): 850–863.
- Bouët, A. 2008. The Expected Benefits from Trade Liberalization—Opening the Black Box of Global Trade Modeling. IFPRI Food Policy Review 8. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- BOUËT, A., et D. LABORDE. 2011. Duty Free, a Round for Free et the Least-Developed Countries, in W. Martin et A. Mattoo, (eds.) *Unfinished business? The WTO's Doha Agenda*, Washington DC: World Bank et Centre for Economic Policy Research, T et T Production Limited, London.
- BOUËT, A., MISHRA S. et D. ROY. 2008. Does Africa Trade Less than It Should, et If So, Why? The Role of Market Access et Domestic Factors. IFPRI Discussion Paper 00770. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- BOUMELLASSA, H., D. LABORDE, et C. MITARITONNA. 2009. A Consistent Picture of Protection across the World in 2004: MACMapHS6 Version 2. IFPRI Discussion Paper 167. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- BOURGUIGNON F, BUSSOLO M, et J. COCKBURN. 2010. "Macro-Micro Analytics: Background, Motivation, Advantages et Remaining Challenges", Guest Editorial, *International Journal of Microsimulation*, 3(1) 1-7.
- BOYSEN O. et A. MATTHEWS. 2009. The economic partnership agreement between Uganda et the EU: trade et poverty impacts. Institute for International Integration Studies. Discussion paper No307
- BRENTON, P., et M. MANCHIN. 2003. "Making EU Trade Agreements Work: The Role of Rules of Origin", *The World Economy*, 26(5).
- BUFFIE, E.F. et M. ATOLIA. 2009. Agricultural Input Subsidies in Malawi. Good, Bad or Hard to Tell? FAO Commodity et Trade Policy Research Working Paper No. 28. Rome: Food et Agriculture Organization.
- BUSSOLO, M., R. DE HOYOS, et D. MEDVEDEV (2010). "Economic Growth et Income Distribution: Linking Macro Economic Models with Household Survey Data at the Global Level," *International Journal of Microsimulation*, 3 (1), 92-102.
- CADOT O., L. DUTOIT et M. OLERREAGA. 2006. How Costly Is It for Poor Farmers to Lift Themselves Out of Subsistence?, *World Bank Policy Research Working Paper* 3881. Washington, DC: The World Bank.
- Cali M. et D. W. te Velde. 2006. The Potential Effects of Economic Partnership Agreements: What Quantitative Models Say. ODI Briefing Paper 5.
- CANDAU, F., et S. JEAN, 2005. What are EU Trade Preferences worth for Sub-Saharan Africa et Other Developing Countries?, *CEPII Working Papers*, No 2005-19.
- CARRERE C., et de MELO J. 2010. "The Doha Round et Market Access for Least Developed Countries: Scenarios for the EU et US Markets." *Journal of World Trade* 44 (1): 251–290.
- CERVANTES-GODOY D. et J. DEWBRE. 2010. Economic Importance of Agriculture for Poverty Reduction. *OECD Food, Agriculture et Fisheries Working Papers*, no. 23. Paris : Organisation for Economic Co-operation et Development.
- CHALIRA B. 2007. Aid for Trade from Malawi's perspective". *Policy Analysis Working Paper N°2*. Lilongwe: Ministry of Industry, Trade et Private Sector Development.
- CHEMINGUI M.A., et M. H. BCHIR. 2009, Does Multilateral Trade Liberalization Matters for poverty reduction in Africa ? IPAN draft document GTAP 2010 conference paper
- CHENERY H., et L. TAYLOR. 1968. "Development Patterns: Among Countries et Over Time." *Review of Economics et Statistics*, 50(3): 391-416.
- CHIRWA, E. W., DORWARD A. et MATITA M. 2011. Conceptualizing Graduation from Agricultural Input Subsidies in Malawi. *FAC SP Working Paper*, Institute of Development Studies: Brighton, UK
- CHISINGA B. 2012. The future of the Farm Input Subsidy Programme (FISP): A political economy investigation. Lilongwe: Civil Society Network on Agriculture (CISANET)
- CHRISTIAENSEN, L., L. DEMERY, et J. KUHL. 2011. "The (evolving) role of agriculture in poverty reduction--An empirical perspective," *Journal of Development Economics*, 96(2): 239-254.
- CLING J.-P., MAROUANI M. A., RAZAFINDRAKOTO M., ROBILLIARD A.-S. et ROUBAUD F., 2009. "The Distributive Impact of

- Vietnam's Accession to the WTO," *Economie Internationale*, CEPII research center, 2Q: 43-71.
- COLLIER et DERCON, 2008 African agriculture in 50 years: smallholders in a rapidly changing world? Paper prepared for the Expert Meeting on How to Feed the World in 2050 of the Food et Agriculture Organization of the United Nations.
- COLLIER P. 2009. Africa's organic peasantry: Beyond romanticism. *Harvard International Review*, Summer 62-65.
- COLLIER, P., et A. J. VENABLES. 2007. "Rethinking Trade Preferences: How Africa Can Diversify its Exports," CEPR Discussion Papers 6262, C.E.P.R. Discussion Papers.
- DALLEAU M. 2012. EPA Update. *GREAT Insights*, Volume 1, Issue 2. March-April 2012.
- DAVIS D., et P. MISHRA. 2007. "Stolper-Samuelson Is Dead et Other Crimes of Both Theory et Data." in *Globalization et Poverty*, edited by Ann Harrison. Chicago: University of Chicago Press. Chap 2: 87 - 108.
- DE JANVRY A., et E. SADOULET. 1992. "Agricultural Trade Liberalization et Low Income Countries: A General Equilibrium- Multimarket Approach", *American Journal of Agricultural Economics*, 74(2): 268-280.
- DE JANVRY A., et E. SADOULET. 2010. "Agriculture for Development in Africa: Business-as-Usual or New Departures?" *Journal of African Economics* 19 (S2) : S7-S39.
- DE JANVRY, A., M. FAFCHAMPS et E. SADOULET. 1991. "Peasant Behavior with Missing Markets: Some Paradoxes Explained", *The Economic Journal*, vol. 101, pp. 1400-1417.
- DE MARIA F., S. DROGUE et A. MATTHEWS. 2008. Agro-food preferences in the EU's GSP scheme: an analysis of changes between 2004 et 2006. *TRADEAG*. Working paper 08/3
- De MELO J., et O. CADOT. 2008. Why OECD Countries Should Reform their Rules of Origin. *World Bank Research Observer*.
- DECREUX Y., et L. FONTAGNÉ. 2009. Economic Impact of potential outcome of the DDA. *CEPII Research Report*, N°2009-01.
- DECREUX, Y., et H. VALIN. 2007. *MIRAGE*, Updated Version of the Model for Trade Policy Analysis: Focus on Agriculture et Dynamics. *CEPII Working Paper*, no. 2007-15. Paris : Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales.
- DELGADO, C., P. HAZELL, J. HOPKINS, et V. KELLY. 1994. "Promoting Intersectoral Growth Linkages in Rural Africa through Agricultural Technology et Policy Reform." *American Journal of Agricultural Economics* 76: 1166-1171.
- DERAVAJAN S. et S. ROBINSON. 2002. The influence of computable general equilibrium models on policy. *IFPRI TMD discussion paper n°98*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- DERCON S. 2009. "Rural poverty: old challenges in new contexts". *World Bank Research Observer*, 24 (1), 1-28.
- DEVARAJAN, S., et S. ROBINSON. 2005. The influence of computable general equilibrium models on policy, in Kehoe T., Srinivasan T. N. et J. Whalley (Eds) *Frontiers in Applied General Equilibrium Modeling*. Cambridge: Cambridge University Press.
- DEVEREUX S. 2007. The Impact of Droughts et Floods on Food Security et Policy Options to Alleviate Negative Effects. *Agricultural Economics* 37 (s1): 47-58.
- DEVEZE J.C. (Ed). 2008. *Défis agricoles africains*. Paris: Karthala-Agence Française de Développement.
- DIAO X, P. DOROSH, S. M. RAHMAN, S. MEIJER, M. ROSEGRANT, Y. YANOMA et W. LI. 2003. Market opportunities for African agriculture: an examination of demand-side constraints on agricultural growth. *IFPRI DSG Working Paper n°1*. Washington DC: International Food Policy Research Institute.
- DIAO X., et P. DOROSH. 2007. "Demand Constraints on Agricultural Growth in East et Southern Africa: A General Equilibrium Analysis" *Development Policy Review*, 25 (3): 275-292
- DIAO X., S. ROBINSON, M. THOMAS, et P. WOBST. 2002. Assessing the Impacts of Declines in the World Price of Tobacco on China, Malawi, Turkey et Zimbabwe. *TMD Discussion Paper 91*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- DIAO, X., HAZELL, P et J. THURLOW. 2010. "The Role of Agriculture in African Development." *World Development* 38(10): 1375-1383.
- DIAO, X., HAZELL, P. B. R., RESNICK, D., et J. THURLOW. 2007. The role of agriculture in development: Implications for Sub-Saharan Africa. *IFPRI Development Strategy et Policy Division Discussion Paper No. 29*. Washington DC: International Food Policy Research Institute.
- DIMARANAN, B. V. 2006. Global trade, assistance et production: The GTAP 6 database: Center for global trade analysis, Purdue university.
- DISDIER, A.-C., FONTAGNE L. et M. MIMOUNI. 2007. "The impact of regulations on agricultural

- trade: evidence from SPS et TBTs Agreements”, *American Journal of Agricultural Economics*, 90(2): 336-350.
- DIXON J., A. GULLIVER et D. GIBBON. 2001. *Farming Systems et Poverty: improving farmers' livelihoods in a changing world*. Rome: Food et Agriculture Organization.
- DJANKOV S., FREUND C. et C. PHAM. 2010. *Trading on Time. The Review of Economics et Statistics*, MIT Press, vol. 92(1): 166-173.
- DOLLAR D. 1992. “Outward-oriented Developing Economies Really Do Grow More Rapidly: Evidence from 95 LDCs, 1976-1985,” *Economic Development et Cultural Change*, 523-544.
- DOLLAR D. et A. KRAAY, 2004, “Trade, Growth, et Poverty”. *Economic Journal*, 114 (293) : F22-F49.
- DORWARD A. et E. CHIRWA. 2011. “The Malawi agricultural input subsidy programme: 2005/06 to 2008/09” *International Journal of Agricultural Sustainability* 9(1): 232-247
- DORWARD, A. POULTON, C., MORRISON, J. et H TCHALE. 2004. *Disaggregated Impacts of Agricultural Policy Reform on Poor Rural Households: Linking Household, Rural Economy et Economy-wide Analysis*. In: *OECD Global Forum on Agriculture: Designing et Implementing Prop-Poor Agricultural Policies*. (Unpublished)
- DOUILLET M, PAUW K., 2012. *Trade Integration in Sub-Saharan Africa: Lessons for Malawian Trade Policy*. MaSSP n°10. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- DOUILLET M. 2011. *La relance de la production agricole au Malawi : succès et limites*. FARM. Paris : Fondation pour l’agriculture et la ruralité dans le monde.
- DOUILLET M., K. PAUW et J. THURLOW. Forthcoming. *A Social Accounting Matrix for Malawi in 2007*. Unpublished
- EASTERLEY, W. R. .2005. “What did structural adjustment adjust? The association of policies et growth with repeated IMF et World Bank adjustment loans”. *Journal of Development Economics*, 76(1), 1–22.
- ECKER O., et M. QAIM. 2011. *Analyzing Nutritional Impacts of Policies: An Empirical Study for Malawi*. *World. Development*, Vol. 39, No. 3, pp. 412-428.
- ECKER O., BREISINGER C. et PAUW K., 2011. *Growth is good, but not enough to improve nutrition*. IFPRI 2020 Conference Paper No. 7. Washington D.C.: International Food Policy Research Institute.
- ELLIOTT K. A., 2010, *Open Markets for the Poorest Countries: Trade Preferences That Work*, Final Report of the CGD Working Group on Global Trade Preference Reform
- ELLIS F., 2005 *Small farms, livelihood diversification, et rural–urban transitions: Strategic issues in Sub-Saharan Africa*. Paper presented at the future of small farms, Wye College, London, June 26–29.
- ESTEVADEORDAL A. et K. SUOMINEN. 2003. “Rules of Origin in FTAs in Europe et in the Americas: Issues et Implications for the EU-Mercosur Inter-Regional Association Agreement.” Paper prepared for the Chaire Mercosur (Sciences Po) Working Group on EU-Mercosur Negotiations.
- EVENETT S. 2008. *The EU Generalised System of Preferences: An Assessment of the Evidential base*”, CEPR working paper.
- FAN S. (ed). 2008. *Public expenditures, growth, et poverty in developing countries, Lessons from developing countries*. Baltimore, MD, USA: Johns Hopkins University Press for the International Food Policy Research Institute, 2008).
- FAO (Food et Agriculture Organization of the United Nations). 2010. *The State of Food Insecurity in the World*. Rome: Food et Agriculture Organization of the United Nations.
- FAO(Food et Agricultural Organization). 2007. *Towards an African common market for agricultural products*. A paper presented to the workshop on World Food Security: The Challenges of Climate Change et Bio-energy. Rome, 3-5 June 2008.
- FONTAGNE L., C. MITARITONNA, et D. LABORDE. 2011. “An Impact Study of the Economic Partnership Agreements in the Six ACP Regions”, *Journal of African Economies*, 20(2): 179-216
- FOROUTAN F. et L. PRITCHETT. 1993. “Intra-sub-Saharan African trade: is it too little?” *Journal of African Economies* 2 (1): 74–105.
- FOSU, A. K. 1996. “Primary Exports et Economic Growth in Developing Countries”, *World Economy*, (19): 465 – 475.
- FRANCOIS J. 2000. *Assessing the Results of General Equilibrium Studies of Multilateral Trade Negotiations, Policy Issues in International Trade et Commodities*, United Nations Conference on Trade et Development.
- FRANCOIS, J. F., et W. MARTIN. 2007. “Great Expectations: Ex Ante Assessments of the Welfare Impacts of Trade Reforms.” Unpublished report, January, Erasmus University, Rotterdam.

- FREUND C. 2000. "Different Paths to Free Trade: The Gains from Regionalism," *Quarterly Journal of Economics*, 52 (2000b), 359-376.
- FREUND C. et N. ROCHA. 2011. What constrains Africa's exports? World Bank. Research working paper 5184. Washington DC: The World Bank.
- GARRET J. . 2004. Living Life: Overlooked Aspects of Urban Employment. Discussion Paper 171. Washington DC: International Food Policy Research Institute.
- GASIOREK M., LOPEZ GONZALEZ J., HOLMES P., MENDEZ PARRA M., ROLLO J., WANG Z., MALISZEWSKA M., PACZYNSKI, W., CIRERA X., WILLENBOCKEL D., ROBINSON S. DAWAR K., FOLIANO F., et M. OLARREAGA. 2009. Mid-term Evaluation of the EU's Generalised System of Preferences. CARIS. Commissioned et financed by the Commission of the European Communities.
- GEBOYE DESTA M., 2010, "EU Sanitary Standards et Sub-Saharan African Agricultural Exports: A Case Study of the Livestock Sector in East Africa" *The Law et Development Review* 1.1 (2010): 97.
- GÉRARD F., et M. G. PIKETTY. 2008. Trade Liberalization on Poverty: Sensitivity of Results to Factors Mobility Among Sectors. Working Paper Moisa no. 5/2008. Montpellier : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.
- GILES J.A. et C.L. WILLIAMS. 2000a. "Export-led Growth: A Survey of the Empirical Literature et Some Noncausality Results. Part 1", *Journal of international trade et economic development*, 9(4): 265-341.
- GILES J.A. et C.L. WILLIAMS. 2000b. "Export-led Growth: A Survey of the Empirical Literature et Some Noncausality Results. Part 2", *Journal of international trade et economic development*, 9(4): 445-470.
- GILLSON, I. 2011. Non-Tariff Barriers to Sub-Saharan African Trade in Food Staples: Opening Regional Markets to Promote Food Security et Price Stabilization; Washington: The World Bank.
- GOLDBERG P. et N. PAVCNIK. 2004. "Trade, inequality et poverty: What do we know?" In Collins S. et C. Graham (Eds.) *Brookings trade forum* 2004 223-69 Washington, DC: Brookings Institution Press.
- GOMEZ M., C. B. BARRETT, L. BUCK, H. DE GROOTE, S. FERRIS, O. GAO, E. MCCULLOUGH, D. MILLER, H. OUTHRED, A. PELL, T. REARDON, M. RETNANESTRI, R. RUBEN, P. STRUEBI, J. SWINNEN, M. TOUESNARD, K. WEINBERGER, D. KEATINGE, M. MILSTEIN, P. PINGALI et R. YANG. 2011. « Food value chains, sustainability indicators et poverty alleviation." *Science* 332(6034): 1154-1155.
- GOURDON J. et O. CADOT. 2011. The Price-Raising Effects of Non-Tariff Measures in Africa." Washington, DC: World Bank.
- GROSSMAN G. M. et E. HELPMAN . 1991. *Innovation et Growth in the Global Economy*. Cambridge: MIT Press.
- GUERIN S. S., KINGAH S., GERSTETTER C. et J. KIRSCHHEY. 2011. An assessment of the balancing of EU development objectives with other policies et priorities. Report requested by the European Parliament's Committee on Development. Brussels: European Parliament.
- GUIMBARD H., S. JEAN, M. MIMOUNI, et MINOT. 2012. *MACMap-HS6 2007*, an exhaustive et consistent measure of applied protection in 2007. GTAP 8 Data Base Documentation - Chapter 10D. Purdue: Global Trade Analysis Project.
- HAGGBLADE S. et E. GABRE-MADHIN. 2010. In Haggblade, S., et P. Hazell. (Eds) 2010. *Successes in African Agriculture: Lessons for the Future*. Washington DC: International Food Policy Research Institute et Johns Hopkins University Press.
- HAGGBLADE S., P. HAZELL, et T. REARDON. (Eds) 2007. *Sectoral Growth Linkages between Agriculture et the Rural Nonfarm Economy*. Baltimore: Johns Hopkins University Press
- HAGGBLADE, S., et P. HAZELL. (Eds) 2010. *Successes in African Agriculture: Lessons for the Future*. Washington DC: International Food Policy Research Institute et Johns Hopkins University Press.
- HARRISON A., J. MCLAREN, et M. S. MCMILLAN. 2010. *Recent Findings on Trade et Inequality*. NBER Working Paper no. 16425. Cambridge: National Bureau of Economic Research.
- HAUSMAN, R., RODRIK, D., et , A VELASCO. 2006. "Getting the diagnosis right: A new approach to economic reform". *Finance et Development*, 43(1), 12-15.
- HAYAMI, Y., et V. RUTTAN. 1985. *Agricultural Development: An International Perspective*. Johns Hopkins University Press, Baltimore.
- HEAD K. et T., MAYER. 2011. Gravity, market potential et economic development. *Journal of Economic Geography*, 11(2): 281-294.
- HEADEY D. D., BENSON, T., KOLAVALLI S. et S.FAN. 2009. Why African governments under-invest in agriculture: Results from an expert survey. Contributed Paper prepared for presentation at the

- International Association of Agricultural Economists' 2009 Conference, Beijing, China, August 16-22, 2009. Washington DC: International Food Policy Research Institute.
- HEADEY, D., D. BEZEMER et P. B. HAZELL. 2010. "Agricultural Employment Trends in Asia et Africa: Too Fast or Too Slow?" *World Bank Research Observer*, 25 (1): 57-89.
- HELPMAN E. et P.R. KRUGMAN. 1985. *Market Structure et Foreign Trade*. Cambridge: MIT Press.
- HERTEL T. et R. KEENEY. 2009. *The poverty impacts of global commodity trade liberalization. Agricultural Distorsion Working Paper*. Washington DC: The World Bank.
- HERTEL T. W., et WINTERS L. A. eds. 2006. *Poverty et the WTO: Impacts of the Doha Development Agenda*. London: Palgrave Macmillan; Washington, DC: WORLD BANK.
- HERTEL T., R. KEENEY, M. IVANIC, et P. WINTERS. 2007. "Distributional Effects of WTO Agricultural Reforms in Rich et Poor Countries". *Economic Policy*, 22 (4):289-337
- HERTEL, KEENEY, IVANIC, et WINTERS, 2008, *Why Isn't the Doha Development Agenda More Poverty Friendly?*, GTAP Working Paper No. 37
- HIRSCHMAN A. O. 1958. *The Strategy of Economic Development*. New Haven: Yale University Press.
- HOEKMAN B. et M. OLARREAGA (Eds.).2007. *Impacts et Implications of Global Trade Reform on Poverty* Washington DC: Brookings Institution.
- HORRIDGE M. et ZHAI F. 2006. "Shocking a Single-Country CGE Model with Export Prices et Quantities from a Global Model." In *Poverty et the WTO: Impacts of the Doha Development Agenda*, ed. T. W. HERTEL et L. A. WINTERS, 94-104. London: Palgrave Macmillan; Washington, DC: WORLD BANK.
- IAASTD (International Assessment of Agricultural Knowledge, Science et Technology for Development). 2008. *Agriculture at a Crossroads, Full Report*. Washington, DC: Center for Resource Economics.
- IANCHOVICHINA, E., MATTOO, A., et M. OLARREAGA. 2001. *Unrestricted market access for Sub-Saharan Africa - How much is it worth et who pays?*, Volume 1 World Bank Group Research working paper ; no. WPS 2595
- IFAD (International Fund for Agricultural Development). 2011. *Report on rural poverty 2011*. Rome: International Fund for Agricultural Development.
- IFC (International Finance Corporation). 2009. *Taxation as State-Building Reforming Tax Systems for Political Stability et Sustainable Economic Growth A Practitioner's Guide*, FIAS/The World Bank Group in collaboration with DFID, Washington, D.C.:International Finance Corporation.
- IMBS J. et R. WACZIARG. 2003. "Stages of Diversification," *American Economic Review*, 93(1): 63-86.
- IMF (International Monetary Fund) et WORLD BANK. 2012. *Global Monitoring Report 2012: Food Prices, Nutrition et the Millenium Development Goals*. Washington DC: The International Monetary Fund et The World Bank.
- ITC (International Trade Center) 2010. *Market Access, Transparency et Fairness in Global Trade: Export Impact For Good 2010*. Geneva: ITC.
- JEAN S., D. LABORDE, et W. MARTIN. 2010. "Formulas et Flexibility in Trade Negotiations: Sensitive Agricultural Products in the World Trade Organization's Doha Agenda" *World Bank Economic Review* 24 (3): 500-519.
- JENSEN H. T., ROBINSON, S. et TARP F. 2010. "Measuring Agricultural Policy Bias: General Equilibrium Analysis of Fifteen Developing Countries", *American Journal of Agricultural Economics, Agricultural et Applied Economics Association*, vol. 92(4), pages 1136-1148.
- JOHNSON H.G. 1965. *Optimal trade intervention in the presence of domestic distortions*. in R. E. Caves, P. B. Kenen, et H.G. Johnson, eds., *Trade, Growth et the Balance of Payments*. Amsterdam: North-Holland, 3-34.
- JOHNSTON B. et P. KILBY. 1975. *Agriculture et Structural Transformation: Economic Strategies in Late-developing Countries*. London: Oxford University Press.
- JOHNSTON B., et J. MELLOR. 1961. "The role of agriculture in economic development". *American Economic Review*, 51(4), 566-593.
- JONES C., O. MORRISSEY, et D. NELSON. 2011. "Did the World Bank Drive Tariff Reforms in Eastern Africa?" *World Development*, vol. 39(3): 324-335.
- JORGENSON D. 1967. "Surplus Agricultural Labor et the Development of a Dual Economy." *Oxford Economic Papers* 19: 288-312.
- KALDOR N. 1995. *Causes of growth et stagnation in the World Economy*, in Raffaele Mattioli Lectures, Filippini C. F. Targetti et A.P. Thirlwall (eds), Cambridge: Cambridge University Press.
- KALDOR, N. 1975. "What is Wrong with Economic Theory?", *Quarterly Journal of Economics* 89:347-57.

- KARAM F. 2009. "Migration et Economic Development: A Computable General Equilibrium, Approach of the Moroccan Case." PhD Thesis, University of Paris I.
- KARINGI S., N. OULMANE, R. LANG, M. SADNI JALLAB M. et R. PEREZ. 2005. Assessment of the impact of the Economic Partnership Agreement between the ECOWAS countries et the European Union, MPRA Paper 13292, University Library of Munich, Germany.
- KATUNGI E., L. SPERLING, D. KARANJA, A. FARROW et S. BEEBE. 2011. "Relative importance of common bean attributes et variety demand in the drought areas of Kenya" *Journal of Development et Agricultural Economics* 3(8): 411-422.
- KECK A., et R. PIERMARTINI. 2005. "The Impact of Economic Partnership Agreements in Countries of the Southern African Development Community", *Journal of African Economies*, 17(1): 85-130
- KECK et PIERMARTINI . 2005. The Economic Impact of EPAs in SADC Countries, WTO Economic Research et Statistics Division Staff Working Paper.
- KHERALLAH, M., C. DELGADO, E. GABRE-MADHIN, N. MINOT, et M. JOHNSON. 2002. *Reforming agricultural markets in Africa*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- KILLICK, T. 1997. "Principals, agents et the failings of conditionality". *Journal of International Development*, 9(4): 83-95.
- KING R. P. et BYERLEE D. (1978) "Factor intensity et locational impacts of rural consumption patterns in Sierra Leone". *American Journal of Agricultural Economics* 60 (2), 197-206.
- KORINEK J. et M. MELATOS . 2009. "Trade Impacts of Selected Regional Trade Agreements in Agriculture", OECD Trade Policy Working Papers No. 87. Paris: OECD Publishing.
- KOWALSKI P. et B. SHERPERD. 2006. "South-South Trade in Goods." OECD Trade Policy Working Paper No. 40, October 16.
- KRISHNA P. 1998. "Regionalism et Multilateralism: A Political Economy Approach," *Quarterly Journal of Economics* 113(1):227-51.
- KRUEGER A. O., 1990, "Government Failures in Development" *The Journal of Economic Perspectives*, 4(3): 9-23
- KRUEGER A. O., M. SCHIFF et VALDÉS A. 1988. "Agricultural Incentives in Developing Countries: Measuring the Effect of Sectoral et Economy-wide Policies". *World Bank Economic Review* 2(3): 255-72.
- KRUEGER A. O. 1978. "Foreign Trade Regimes et Economic Development: Liberalization Attempts et Consequences", Cambridge: Ballinger Press for the National Bureau of Economic Research.
- KRUEGER A. O. 1990 'Asymmetries in policy between exportables et importables competing goods in R. W. Jones et A. O. Krueger (eds.) *The political economy of international trade: Essays in honor of Robert E. Baldwin*, Oxford et Cambridge, Mass.: Blackwell, pp. 161-178.
- KRUEGER, A. O., SCHIFF M. et VALDÉS A. 1988. *Agricultural Incentives in Developing Countries: Measuring the Effect of Sectoral et Economy-wide Policies*. *World Bank Economic Review* 2(3): 255-72.
- KRUGMAN P. 1991. "Is Bilateralism Bad?" in E. Helpman et A. Razin (eds.), *International Trade et Trade Policy*. Cambridge: MIT Press.
- KRUGMAN P. et M. OBSTFELD. 2009. *International Economics: Theory et Policy* (Boston: Addison Wesley), Eighth edition, 2009.
- KRUGMAN P. R. 1984. "Import Protection as Export Promotion", in Kierzkowski H. (Ed.) *Monopolistic Competition in International Trade* Oxford: Oxford University Press.
- KRUMM K. L. 1985. *The external debt of Sub-Saharan Africa : origins, magnitude, et implications for action* . World Bank staff working paper ; no. 741. Washington DC: The World Bank.
- KUHLMANN K. 2010. *Beyond the Economic Partnership Agreements: A New U.S.-European Approach to Trade et Development in sub-Saharan Africa*. In Jones E. et D. F. Marti, *Updating Economic Partnership Agreements to Today's Global Challenges essays on the future of economic partnership agreements*. Washington DC: German Marshall Fund.
- KUZNETS, S. 1966. *Modern Economic Growth*. New Haven: Yale University Press.
- LABORDE D. et H. VALIN. 2011. *Assessing the EU biofuel land use change effects: estimates with the MIRAGEBioF: model et sensitivity analysis*. Paper presented at the 14th GTAP conference, Venice, Italy.
- LABORDE D., et W. MARTIN. 2011a. "Agricultural Market Access". in Martin W. et Mattoo A. "Unfinished business ? The WTO Doha's Agenda". Washington DC: The World Bank et London: Centre for Economic Policy Research. Chapter 2: 35-54.
- LABORDE D., et W. MARTIN. 2011b. "Non-Agricultural Market Access". In *Unfinished business ? The WTO Doha's Agenda*. Edited by W. Martin et A. Mattoo. Washington DC: The

- World Bank et London: Centre for Economic Policy Research. Chapter 3:55-68.
- LAMY P. 2011. "Doha Round can help lift Africa's agriculture" Opening Speech at the "Harnessing Agriculture for Development through Trade" CUTS conference, 21 February 2011, Geneva Switzerland.
- LAMY P. 2012. "Feeding the world- The 9 billion people question". Speech at the Economist conference "Feeding the World" on 8 February 2012, Geneva Switzerland.
- LAMY P. 2012. "Use multilateral trade negotiations et the WTO system as impetus for greater regional integration" speech at the African Union summit on 29 January 2012 in Addis Ababa, Ethiopia.
- LANCASTER, 1980 "Intra-industry trade under perfect monopolistic competition", *Journal of International Economics*, 10: 151-175.
- LESSER C. et E. MOISE-LEEMAN. 2009. Informal cross-border trade et trade facilitation reform in Sub-Saharan Africa. OECD Trade Policy Working Paper No. 86.
- LEWIS, A. W. 1955. Economic development with unlimited supplies of labour. *The Manchester School*, 28(2), 139-191.
- LIGON E. et E. SADOULET. 2007. Estimating the Effects of Aggregate Agricultural Growth on the Distribution of Expenditures. Background paper for the World Development Report 2008 of the World Bank.
- LIPSEY R.G. 2007. "Reflections on the general theory of second best at its golden jubilee," *International Tax et Public Finance*, 14(4), pages 349-364.
- LIPSEY R.G. et K LANCASTER. 1956. "The General Theory of Second Best". *The Review of Economic Studies*, 24(1), pp. 11-32. Reprinted in Kuenne R. E. (Ed) 2000. *Readings in Social Welfare: Theory et Policy*. Malden: Blackwell Publishing.
- LIPTON M. 1977. *Why Poor People Stay Poor: Urban Bias et World Development*. Cambridge, U.S.A.: Harvard University Press.
- LITTLE I., SCITOVSKY T., et M. SCOTT. 1970. *Industry et Trade in Some Developing Countries: A Comparative Study*, Cambridge: Oxford University Press.
- LOFGREN H. 2001. A CGE model for Malawi: Technical documentation. IFPRI Discussion Paper 70. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- LOFGREN H. 2009 Development strategy analysis with MAMS, World Bank
- LOW P., R.PIERMARTINI, et J. RICHTERING. 2005. *Multilateral Solutions to the Erosion of Non-Reciprocal Preferences in NAMA*. WTO Economic Research et Statistics Division Staff Working Paper. Geneva: World Trade Organization.
- MALASSIS L.. 1997. *Les trois âges de l'alimentaire*. Paris : Cujas.
- MANCHIN M. 2006. 2006. "Preference Utilization et Tariff Reduction in EU Imports from ACP Countries," *The World Economy*, 29(9): 1243-1266, 09.
- MATTHEWS A. 2003. *Regional Integration et Food Security in Developing Countries*. Training Materials for Agricultural Planning vol. 45.
- MATTHEWS A. 2005. *Policy Coherence for Development: Issues in Agriculture: An Overview Paper*. IIS Discussion Paper No. 63.
- MATTHEWS A. et T. GIBLIN, 2006. , *Policy Coherence, Agriculture et Development*, IIS Discussion Paper No. 112. Dublin: Institute for International Integration Studies, Trinity College.
- MAUR J-C. 2008. *Regionalism et Trade Facilitation: A Primer*. World Bank Policy Research Working Paper No. 4464.
- MAZOYER M. et L. ROUDART. 2001. *Histoire des agricultures du monde : Du néolithique à la crise contemporaine*. Paris : Seuil.
- MCMILLAN, M. et D. RODRIK. 2011. *Globalization, Structural Change et Productivity Growth* . NBER Working Paper Series, Vol. w17143.
- MEADE J. E. 1955. *The Theory of International Economic Policy*. Vol. II. Trade et Welfare. London: Oxford university Press.
- MELITZ M.J. 2003. "The Impact of Trade on Intra-Industry Reallocations et Aggregate Industry Productivity," *Econometrica* 71(6), 1695--1725.
- MEMEDOVIC O. et L. IAPADRE. 2009. *Structural Change in the World Economy: Main Features et Trends*. Working Paper 24. Vienna: United Nations Industrial Development Organization.
- MEPD (Ministry of Economic Planning et Development), 2006. *Malawi Growth et Development Strategy: from poverty to prosperity, 2006-2011*. Lilongwe: Ministry of Economic Planning et Development, Government of Malawi.
- MINOT N. 2011. *Transmission of World Food Price Changes to Markets in Sub-Saharan Africa*. IFPRI Discussion Paper 01059. Washington DC: International Food Policy Research Institute.
- MINOT N. et BENSON T. 2009. *Fertilizer subsidies in Africa, Are Vouchers the Answer?*, IFPRI Issue

- Brief 60, July 2009. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- MOAFS (Ministry of Agriculture & Food Security). 2010a. National Crop Estimates 2009/10. Ministry of Agriculture & Food Security, Government of Malawi.
- MOAFS (Ministry of Agriculture & Food Security). 2010b. The Agriculture Sector Wide Approach (ASWAp) Malawi's prioritised et harmonised Agricultural Development Agenda. Lilongwe: Ministry of Agriculture & Food Security, Government of Malawi.
- MODPC (Ministry of Development Planning & Cooperation). 2009. The Malawi Growth et Development Strategy Annual Review 2009. Lilongwe: Ministry of Development Planning & Cooperation. Malawi: Government of Malawi.
- MOLD A. 2005. Non-Tariff barriers. Their prevalence et relevance for African Countries, African Trade Policy Centre, Work in Progress 25, Addis-Abbaba, United Nations Economic Commission for Africa.
- MORRISSEY O. 2007. What type of WTO-compatible trade policies are appropriate for different stages of development ? In J. Morrison et A. Sarris. WTO rules for agriculture compatible with development. Rome: Food et Agriculture Organization.
- MORRISSEY O. et A. MOLD. 2006. Explaining Africa's Export Performance – Taking a New Look. Paper presented at the 7th GTAP conference. Addis Abeba.
- MOUNIER A. 1992. Les théories économiques de la croissance agricole, Paris : INRA-Economica.
- MUSSA R. et K. PAUW. 2011. Poverty in Malawi: Current status et knowledge gaps. MaSSP n°9. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- MVAC (Malawi National Vulnerability Assessment Committee). 2005. Malawi Baseline Livelihood Profiles, Version 1. in collaboration with the SADC FANR Vulnerability Assessment Committee. Lilongwe: Ministry of Economic Planning et Development, Government of Malawi.
- NDULU B. J., O'CONNELL S., BATES R. H., COLLIER P., et C. C. SOLUDO (Eds). 2008. The Political Economy of Economic Growth in Africa, 1960–2000. Volume 1. African Economic Research Consortium 2008. Cambridge: Cambridge University Press.
- NDULU B., CHAKRABORTI, L., LIJANE, L., RAMACHANDRAN, V. et J. WOLGI. 2007. Challenges of African Growth: opportunities, constraints et strategic directions. Washington DC: The International Bank for Reconstruction et Development / The WORLD BANK.
- NG F. et A. YEATS. 2002. What Can Africa Expect from Its Traditional Exports? Africa Region Working Paper Series, no. 26. Washington, DC: WORLD BANK.
- NG F., et A. YEATS. 2000. On the Recent Trade Performance of Sub-Saharan African Countries: Cause for Hope or More the Same? Washington, DC: WORLD BANK.
- NG F., et M. A. AKSOY. 2008. "Food price increases et net food importing countries: lessons from the recent past," *Agricultural Economics*, 39(s1):443-452.
- NIN-PRATT A., X.DIAO et Y. BAHTA. 2008. Assessing Potential Welfare Impacts on Agriculture of a Regional Free Trade Agreement in Southern Africa, ReSAKSS Working Paper 15.
- NKC. 2010. The Role of Burley Tobacco in Selected African Economies et the Expected Impact of a Decline in the Crop's Production: Assessing Direct et Indirect Effects of Reducing Demand from Cigarette Manufacturers for Burley Produced in Five African Economies. Report prepared by NKC Independent Economists, Malawi.
- NORDÅS, H., MIROUDOT S. et P. KOWALSKI. 2006. Dynamic Gains from Trade, OECD Trade Policy Working Paper No. 43. Paris: Organisation for Economic Co-operation et Development.
- NOUVE K. et J. STAATZ 2003. "The Food Security Debate in West Africa Following the WTO Agreements on Agriculture". Staff Paper no. 2003-05, Department of Agricultural Economics, Michigan State University, East Lansing.
- NSO (National Statistical Office) et ICF Macro. 2011. Malawi Demographic et Health Survey 2010. Zomba Malawi, et Calverton, Maryland, USA: NSO et ICF Macro.
- NSO (National Statistical Office). 2005. Malawi 2004-05 Integrated Household Survey. Zomba: National Statistical Office, Government of Malawi.
- NSO (National Statistical Office). 2010. National Accounts. Zomba: National Statistical Office, Government of Malawi.
- NUETAH J. A., X. XIN, et T. ZUO. 2010. "Does Trade Liberalization Make the Poor Better Off? Sub-Saharan Africa et the Doha Agricultural Trade Reform." Paper Prepared for the GTAP 2010 conference, June 9-11 2010, Penang, Malaysia.
- NUETAH J.A., XIN X., et T. ZUO, Does Trade liberalization Make the poor better off ? Sub-Saharan Africa et the Doha Agricultural Trade reform. GTAP conference paper 2010

- OECD (Organization of Economic Cooperation for Development) et FAO (Food et Agriculture Organization). 2011. *Agricultural Outlook 2011-2020*. Paris et Rome: Organization of Economic Cooperation for Development et Food et Agriculture Organization.
- OHKAWA K. et E. ROSOVSKY. 1964 The role of agriculture in modern Japanese economic development. In C. Eicher, & L. Witt (Eds.), *Agriculture in economic development*. New York: McGraw-Hill.
- OZDEN, C. et E REINHARDT. 2005. "The perversity of preferences: GSP et developing country trade policies, 1976-2000," *Journal of Development Economics*, 78(1): 1-21.
- PAGE J. 2012. Can Africa Industrialise? *Journal of African Economies*, 21: ii86-ii124.
- PANAGARIYA A. 2005. "Agricultural liberalization et the least developed countries: six fallacies". *World Economy*, 28: 1277-1299.
- PAUW K., THURLOW J., B. M. et D.E. VAN SEVENTER. 2011. "The economic costs of extreme weather events: a hydrometeorological CGE analysis for Malawi," *Environment et Development Economics*, 16(02):177-198
- PIERMATINI R. ET R. THE. 2005. *Demystifying Modeling Methods for Trade Policy*. WTO Discussion Paper 10. Geneva: World Trade Organization.
- PLATTEAU J.-P. 1996. "Physical Infrastructure as a constraint on Agricultural growth : the case of Sub-Saharan Africa" *Oxford Development Studies*, 24(3): 189-219.
- PORTO CHAUVIN et OLARREAGA. 2011. *Supply Chains in Export Agriculture, Competition, et Poverty in Sub-Saharan Africa*. Washington, DC: CEPR for the World Bank.
- PORTO G. 2011. On trade, poverty, et prices in developing countries. PREM Note, World Bank, forthcoming.
- POULTON, C., TYLER, G., HAZELL, P., DORWARD, A. KYDD, J., et STOCKBRIDGE, M. 2009. *All-Africa Review of Experiences with Commercial Agriculture Lessons from Success et Failure*. Background Paper for the Competitive Commercial Agriculture in Sub-Saharan Africa (CCAA) Study. Washington DC: WORLD BANK.
- RAVALLION M., S. CHEN et P. SANGRAULA. 2007. *New Evidence on the Urbanization of Global Poverty*. World Bank Policy Research Working Paper No. 4199. Washington, DC: The World Bank.
- REARDON T., et P. TIMMER. 2005. "Transformation of Markets for Agricultural Output in Developing Countries since 1950: How Has Thinking Changed?" in *Handbook of Agricultural Economics: Agricultural Development: Farmers, Farm Production et Farm Markets*, vol. 3, edited by R. E. Evenson, P. Pingali, et T. P. Schultz. Amsterdam: Elsevier Science. Chapter 55: 2807-2849.
- REARDON T., C.B. BARRETT, J.A. BERDEGUÉ et J.F.M. SWINNEN. 2009. "Agrifood industry transformation et small farmers in developing countries". *World Development* 37(11):1717-1727.
- REIMER J. 2002. *Estimating the poverty impacts of trade liberalization*, Policy Research Working Paper Series 2790, Washington DC: The World Bank.
- RESNICK D. 2012. Two steps forward, one step back: The limits of foreign aid on Malawi's democratic consolidation. UNU-WIDER Working Paper 2012/28. Helsinki: United Nation University World Institute for Development Economics Research
- RICARDO D. 1817. "The Principles of Political Economy et Taxation," In: Hagemann, H., M. Landesmann et R. Scazzieri, (Eds.), Vol. I, *Critical Writings*. 2003, Edward Elgar, Aldershot.
- ROBINSON S., CATTANEO, A. et M. EL-SAID. 2001. "Updating et estimating a social accounting matrix using cross entropy methods", *Economic Systems Research*, 13(1), 47-64.
- RODRIGUEZ F. et D. RODRIK. 1999. *Trade Policy et Economic Growth: A Skeptic's Guide to Cross-National Evidence* NBER Working Paper No. 7081.
- RODRIGUEZ-CLARE A. 2007. "Clusters et comparative advantage: Implications for industrial policy," *Journal of Development Economics*, 82(1): 43-57.
- RODRIK D. 1998. *Trade Policy et Economic Performance in Sub-Saharan Africa*. NBER Working Paper, no. 6562. Cambridge: National Bureau of Economic Research.
- RODRIK D. 2007. *Industrial development: Some stylized facts et policy directions*, in *Industrial Development for the 21st Century: Sustainable Development Perspectives*, New York: Department of Economic et Social Affairs of the United Nations.
- RODRIK D., ed. 2003. *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth*. Princeton: Princeton University Press.
- RUGWABIZA V. 2012. "Africa should trade more with Africa to secure future growth". Speech at the University of Witwatersrand in Johannesburg, South Africa on 12 April 2012.

- SACHS J. et A. WARNER. 1997. Sources of Slow Growth in African Economies, Harvard Institute for International Development.
- SACHS J. D. et A. WARNER, 1995 "Economic Reform et the Process of Global Integration", Brookings Papers on Economic Activity, (1) 1-118.
- SADOULET E. et de JANVRY A. 1995. Quantitative Development Policy Analysis. Baltimore: The Johns Hopkins Univeristy Press.
- SAHN, D. E., P. A. DOROSH, et S. D. YOUNGER. 1997. Structural adjustment reconsidered: Economic policy et poverty in Africa. Cambridge, U.K.: Cambridge University Press.
- SAUVY A., 1980. La machine et le chômage. Paris: Dunod.
- SCHIFF M. et A. WINTERS. 2003. Regional integration et development. Washington, DC: World Bank et Oxford University Press.
- SCHULTZ T. W. 1964. Transforming Traditional Agriculture. New Haven: Yale University Press.
- SECK A., CISSOKHO L., MAKPAYO K. et J. HAUGHTON. 2010. How Important Are Non-Tariff Barriers to Agricultural Trade within ECOWAS? Suffolk Research Working Paper N° 2010-3. Boston: Suffolk University.
- SELF S. et R. GRABOWSKI. 2007. "Economic development et the role of agricultural technology" *Agricultural Economics* 36(3): 395-404.
- SMITH A. 1776. An Inquiry into the Nature et Causes of the Wealth of Nations, in Campbell, R.H., Skinner, A.S., Todd, W.B. (Eds.). Oxford: Clarendon Press, 1976.
- SMITH K. et ZIMMERMANN, F. 2011. More Actors, More Money, More Ideas for International Development Co-Operation, *Journal of International Development*. 23: 722-738.
- SRINIVASAN T. N. et J. BHAGWATI. 2001. "Outward-orientation et development: are revisionists right?", in Lal D. et R. H. Snape (Eds.) *Trade, Development et Political Economy: Essays in Honour of Anne O. Krueger*, New York: Palgrave.
- STEVENS C., K. BIRD, J. KEANE, J. KENNAN, D.W. TE VELDE et K. HIGGINS. 2011. The poverty impact of the proposed graduation threshold in the Generalised System of Preferences (GSP) trade scheme. ODI
- STIGLITZ J. E. 1998. "Towards a New Paradigm for Development: Strategies, Policies, et Processes". Speech given as the 1998 Prebisch Lecture on October 19 1998 at United Nations Conference on Trade et Development, Geneva, Switzerland.
- STONE S. et B. SHEPERD. 2011 "Dynamic Gains from Trade: The Role of Intermediate Inputs et Equipment Imports," *OECD Trade Policy Working Papers* 110. Paris: Organization for Economic Cooperation et Development.
- STURGEON T. J. et O. MEMEDOVIC, 2010. "Looking for Global Value Chains in Trade Statistics: Mapping Structural Change et Compressed Development in the World Economy," UNIDO.
- SUBRAMANIAN A. et N. TAMIRISA. 2001. Africa's trade revisited. IMF working paper.
- SUBRAMANIAN A. et ROY D. 2003. Who can explain the Mauritian miracle: Meade, Romer, Sachs or Rodrik? IMF working paper.
- SUMMERS L. 1991. Regionalism et the World Trading System, Symposium Sponsored by the Federal Reserve Bank of Kansas City, Policy Implications of Trade et Currency Zones.
- te VELDE D. W. et MEYN M. 2008. Regional Integration in African, Caribbean et Pacific Countries. A review of the literature.
- TE VELDE, D.W. 2006. Regional Integration et Poverty. Ashgate Publishing. Forthcoming.
- TEKERE M. et D. NDELA. 2002. Final Report. Study of the Compatibility of Trade Policies in the Context of Current Regional Economic Integration Processes: The Case of SADC. Harare: Trade et Development Studies Centre.
- THORBECKE E. 2009. The Anatomy of Growth et Development in Sub Saharan Africa. Framework Paper Prepared for the African Economic Research Consortium (AERC) Collaborative Project on Growth et Poverty to be presented at the Conference in Accra, April 20-22, 2009.
- THORNTON, J. 1996. "Cointegration, Causality et Export-led Growth in Mexico", 1895-1992. *Economics Letters*, (50): 413-416.
- THURLOW J. et WOBST P. 2006. "Not All Growth is Equally Good for the Poor: The Case of Zambia," *Journal of African Economies*, Oxford University Press: 15(4) 603-625
- THURLOW J., DIAO X. et McCOLL C. 2008. A 2004 Social Accounting Matrix for Malawi. Washington D.C.: International Food Policy Research Institute.
- TIMMER, P., et AKKUS S. 2008. The Structural Transformation as a Pathway out of Poverty: Analytics, Empirics et Politics. Working Paper Number 150. Washington DC: Center for Global Development.

- TREBILCOCK M.J. et R. HOWSE. 2005. The regulation of international trade. 3rd edition. Oxon: Routledge.
- TSIKATA Y. 2001. Owning Economic Reforms: a Comparative Study of Ghana et Tanzania. Discussion Paper No. 2001/53. WIDER, United Nations University. Helsinki.
- UNCTAD (United Nations Commission for Trade et Development). 2010. Capacity building for academia in trade for development: A study on contributions to the development of human resources et to policy support for developing countries. Geneva: United Nations Commission for Trade et Development
- UNCTAD (United Nations Conference on Trade et Development). 2006. Trade capacity development for Africa, policy issues for African countries in multilateral et regional trade negotiations. Geneva : United Nations Conference on Trade et Development.
- UNCTAD (United Nations Conference on Trade et Development). 2010. Report on economic development in Africa 2010. Geneva : United Nations Conference on Trade et Development.
- UNCTAD (United Nations Conference on Trade et Development). 2006. Malawi et the multilateral trading system: the impacts of WTO agreements, negotiations et implementations. Geneva: United Nations Conference on Trade et Development.
- UNECA (United Nations Economic Commission for Africa). 2011. Global Review of Aid for Trade, African case stories: A snapshot of Aid for Trade on the ground in Africa. Printed by WTO Secretariat. Geneva: World Trade Organization.
- UNECA (United Nations Economic Commission for Africa) et AUC (African Union Committee). 2009. Economic Report on Africa 2009. Addis Ababa: United Nations Economic Commission for Africa.
- UNECA (United Nations Economic Commission for Africa) et AUC (African Union Committee). 2012. Economic Report on Africa 2012. Addis Ababa: United Nations Economic Commission for Africa.
- UNECA (United Nations Economic Commission for Africa). 2006. Assessing Regional Integration in Africa II: Rationalizing Regional Economic Communities. Addis Ababa: United Nations Economic Commission for Africa.
- UNECA (United Nations Economic Commission for Africa). 2010. Assessing Regional Integration in Africa IV: Enhancing Intra-African Trade. Addis Ababa: United Nations Economic Commission for Africa.
- USAID (U.S. Agency for International Development). 1996. Comparative Analysis of Structural Adjustment Programs in Southern Africa With Emphasis on Agriculture et Trade. Bureau for Africa. Washington DC: U.S. Agency for International Development.
- VALDÉS A., W. FOSTER, G. ANRÍQUEZ, C. AZZARRI, K. COVARRUBIAS, B. DAVIS, S. DIGIUSEPPE, T. ESSAM, T. HERTZ, A.P. DE LA O, E. QUIÑONES, K. STAMOULIS, P. WINTERS, et A. ZEZZA. 2009. A Profile of the Rural Poor. Background Paper for Chapter 2 of the International Fund for Agricultural Development's 2009 Rural Poverty Report. ESA Working Paper No. 09-04. Rome: Food et Agriculture Organization.
- VALENZUELA E., D. VAN DER MENSBRUGGHE, et K. ANDERSON. 2009. "General Equilibrium Effects of Price Distortions on Global Markets, Farm Incomes, et Welfare." In *Distortions to Agricultural Incentives: A Global Perspective, 1955–2007*, ed. K. ANDERSON, chap. 13. London: Palgrave Macmillan; Washington, DC: WORLD BANK.
- VAN BERKUM S. 2009. Tariff escalation et EU agricultural imports: an assessment of selected products. Report 2009-109. The Hague: LEI Wageningen UR.
- VENABLES A. J. 2003. "Winners et Losers from Regional Integration Agreements." *Economic Journal*, 113(490):747-61.
- VERMA, T. W. HERTEL et E. VALENZUELA. 2011. "Are The Poverty Effects of Trade Policies Invisible?," *World Bank Economic Review*, Oxford University Press, vol. 25(2), pages 190-211, May. And
- VINER J. 1950. The customs union issue. New York: Carnegie Endowment for International Peace.
- VLAHANTONI-TIKOF M. 2005. Technical assistance to support ACP country delegations in Geneva on the Post-July Framework Process (Focal Points 2)
- VORLEY B., M. LUNDY et J. MACGREGOR. 2009. "Business models that are inclusive of small farmer". In Da Siva C. D. Baker, A. W. Shepherd, C. Jenane et S. Miranda-da-cruz (Ed). *Agro-industries for development*. Rome: CAB International et FAO. Food et Agriculture Organization.
- WILKINSON, J. et R. ROCHA. 2009. Agro-industry trends, patterns et development impacts. In C. da Silva, D. Baker, A.W. Shepherd, C. Jenane, S. Miranda-da-Cruz (eds.), *Agroindustries for Development*, Wallingford, UK: CABI for FAO et UNIDO, pp. 46-91.
- WINTERS L. A., McCULLOCH N., et McKAY A. 2004. "Trade Liberalization et Poverty: The

- Evidence so Far." *Journal of Economic Literature* 42(1): 72-115.
- WINTERS, L.A. 2000. 'Trade policy as development policy: building on fifty years' experience', paper presented at the UNCTAD X High-level Round Table on Trade et Development: Directions for the Twenty-first century, Bangkok, 12 February 2000.
- WOLF S. 2000. From Preferences to Reciprocity: General Equilibrium Effects of a Free Trade Area between the EU et the UEMOA, Paper presented at the Third Annual Conference on Global Economic Analysis, June 27-30 2000.
- WORLD BANK et IFC (International Financial Corporation). 2011. *Doing Business 2011*. Washington DC: The World Bank.
- World Bank, Ministry of Finance, Ministry of Agriculture et Food Security et Office of the Director of Public Procurement et Central Internal Audit. 2011. *Malawi: Poverty Reduction Support Credit, Fertilizer Procurement Review of the 2010/11 Farm Input Subsidy Programme*, December 2010-February 2011
- WORLD BANK. 1991. *World Development Report*. Washington, D.C.: The WORLD BANK.
- WORLD BANK. 1993. *The East Asian miracle: Economic growth et public policy*. World Bank Policy Research Report. Washington DC: The World Bank et Oxford University Press.
- WORLD BANK. 1995. *Social Impact of Adjustment Operations*. Operations Evaluation Department. (OED) Report No. 14776. Washington, D.C.: The WORLD BANK.
- WORLD BANK. 2000. *Agriculture et Achieving the Millenium Development Goals*. Washington DC: The World Bank.
- WORLD BANK. 2000. *Can Africa claim the 21st century?*. Washington DC: The World Bank.
- WORLD BANK. 2005. *Conditionnality Revisited, Concepts, Experiences et Lessons*. Washington DC: The World Bank.
- WORLD BANK. 2007. *World Bank Assistance to Agriculture in Sub-Saharan Africa: An IEG Review*. Washington DC: The World Bank.
- WORLD BANK. 2008. *Agriculture for Development, Development Report 2008*. Washington DC: The World Bank.
- WORLD BANK. 2009. *Awakening Africa's sleeping giant: Prospects for commercial agriculture in the Guinea Savannah zone et beyond*. Agriculture et Rural Development Unit Sustainable Development Network. Africa Regional Office. Washington DC: The World Bank.
- WORLD BANK. 2009. *Malawi: Country Economic Memorandum – Seizing Opportunities for Growth through Regional Integration et Trade*, Vol. 1, Washington, D.C: The WORLD BANK.
- WORLD BANK. 2010. *World Development Indicators*, The World Bank
- WORLD TRADE ORGANIZATION. 2009a. *World Trade Policy Review: Botswana, Lesotho, Namibia, South Africa et Swaziland*. Geneva: World Trade Organization.
- WORLD TRADE ORGANIZATION. 2009b. *World Trade Policy Review: Niger et Senegal*. Geneva: World Trade Organization.
- WORLD TRADE ORGANIZATION. 2011. *World Trade Policy Review: Nigeria*. Geneva: World Trade Organization.
- WTO (World Trade Organization). 2008a. *Draft Modalities for Non-Agricultural Market Access*. 6 December, TN/MA/W/103/Rev. Geneva: World Trade Organization.
- WTO (World Trade Organization). 2008b. *Revised Draft Modalities for Agriculture*. 6 December, TN/AG/W/4/Rev.4. Geneva: World Trade Organization.
- WTO (World Trade Organization). 2011. *Trade Policy review: Malawi*. Geneva: World Trade Organization.
- YUMKELLA K. K., KORMAWA P. M., ROEPSTORFF T. M., et A. M. HAWKINS (Eds). 2011. *Agribusiness for Africa's Prosperity*. Vienna: United Nations Industrial Development Organization.